



CONSEIL COMMUNAL DU 25 JUIN 2026
GEMEENTERAAD VAN 25 JUNI 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 Taxes communales - Taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce - Exercices 2026 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018;

Vu le règlement de la taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce, établi par décision du Conseil communal 18 juin 2025 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de commerces établies sur le territoire de la commune peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à leur disposition sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, ... et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les exploitants de commerces ; qu'il est donc logique et raisonnable que ces derniers contribuent au financement des infrastructures publiques mises à leur disposition ;

Considérant que les implantations commerciales, par leur ampleur ou par la concentration de commerces, créent des désagréments pour la collectivité tels que des problèmes de stationnement de véhicules, d'insécurité sur les parkings, d'augmentation du trafic aux alentours des commerces, de chargement et de déchargement de marchandises susceptibles d'entraîner des dommages à la voirie, des zones d'insécurité ou de malpropreté ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce au sens de l'article 2 du Code de commerce, que ces actes soient posés pour le compte d'une personne physique ou accomplis pour le compte d'une personne morale et dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur les sociétés ou qui constituent pour les exploitants des bénéficiaires au sens du Code des impôts sur les revenus.

Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises font foi.

Article 2:

Sont exonérés de la taxe les établissements déjà soumis, pour le même exercice et à due concurrence, à la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, à la taxe sur les établissements bancaires, à la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de voitures d'occasion, à la taxe sur les magasins de nuit ou à la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

Article 3

Les taxes dues par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes de commerce sont exercés. Le propriétaire du bien ou tout titulaire d'un droit réel, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 4

La taxe est due quelle que soit la date du début des activités. Elle est fixée proportionnellement aux mètres carrés de superficie totale des établissements commerciaux ou autres locaux bâtis visés à l'article 1er du présent règlement.

Elle sera établie selon les paliers suivants :

- ● jusqu'à 99 m² : 150,00 EUR
- de 100 à 199 m² : 300,00 EUR
- de 200 à 299 m² : 1.200,00 EUR
- de 300 m² à 399 m² : 2500,00 EUR
- de 400 m² à 699 m²: 3.000,00 EUR
- de 700 m² à 999 m²: 5.000,00 EUR
- de 1000 m² à 1499 m² : 8.500,00 EUR
- de 1500 m² à 1999 m² : 13.000,00 EUR
- de 2000 m² à 2499 m² : 17.000,00 EUR
- de 2500 m² à 2999 m² : 21.000,00 EUR
- à partir de 3000 m² : 25.500,00 EUR

Article 5

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 6

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

-

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et

moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

-

Article 13

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 18 juin 2025.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het reglement der belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2025 voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen;

Overwegende dat de gebruikers van de oppervlaktes van de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd op het grondgebied van de gemeente, kunnen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructures die ter hun beschikking gesteld worden op het grondgebied van de gemeente, met inbegrip van het wegennetwerk en parken, waarvan het onderhoud een zekere en niet te onderschatten kost inhoudt, zowel wat betreft netheid als de bloemenversiering of feestdecoratie, veiligheid, verlichting, ... en dat al deze voordelen een meerwaarde vormen voor de uitbaters van deze lokalen; dat het dus logisch en redelijk is dat deze laatste bijdragen tot de financiering van de openbare infrastructures die ter hun beschikking gesteld zijn;

Overwegende dat de handelsvestigingen, door hun omvang of door de concentratie van de lokalen, ongemakken veroorzaken voor de gemeenschap zoals parkeermoeilijkheden voor de voertuigen, onveiligheid op de parkeerplaatsen, een toenemend verkeer in de omgeving van de lokalen, de in- en uitladingen die de wegen kunnen beschadigen, onveilige zones of de vervuiling;

Overwegende dat het de gemeentelijke overheid toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie en onder controle van de toezichthoudende overheid, om de onderscheidende elementen te bepalen van de belastingen die ze vestigt, hetzij de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen die ze als noodzakelijk oordeelt ten opzichte van de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder het voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op alle lokalen die bestemd zijn voor het verrichten van handelsdaden zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van koophandel, dat deze daden gesteld worden voor rekening van een natuurlijke- of rechtspersoon en waarvan de voordeeltrekkende onderworpen zijn aan de belasting op de Maatschappijen of die winsten voor de uitbaters vastzetten zoals bedoeld in het Wetboek van de belasting op de inkomsten.

De gegevens die in de Kruispuntbank van Ondernemingen registreert zijn, zijn rechtsgeldig.

Artikel 2:

Zijn van de belasting vrijgesteld de inrichtingen die al onderworpen zijn, voor hetzelfde dienstjaar en tot 't verschuldigd bedrag, aan de belasting op de private kringen, aan de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, aan de belasting op de bankinstellingen, aan de belasting op de opslagplaatsen van schroot, aan de belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehandse voertuigen, aan de belasting op de nachtwinkels of aan de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen verdoeding ter beschikking stellen .

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon voor wiens rekening een activiteit is uitgeoefend.

De eigenaar van het goed of de houder van een zakelijk recht op het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd onverschillig de datum van begin van de activiteiten. Ze wordt vastgesteld in evenredigheid met de vierkante meters van de totale oppervlakte van de handelsinstellingen of andere bebouwde lokalen zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement.

Ze zal als volgt trapsgewijs vastgesteld worden:

- tot 99 m²: 150,00 EUR
- van 100 tot 199 m²: 300,00 EUR
- van 200 tot 299 m²: 1.200,00 EUR
- van 300 m² tot 399 m²: 2.500,00 EUR
- van 300 m² tot 399: 2.500,00 EUR
- van 400 m² tot 699 m² : 3.000,00 EUR
- van 700 m² tot 999 m²: 5.000,00 EUR
- van 1000 m² tot 1499 m²: 8.500,00 EUR
- van 1500 m² tot 1999 m² : 13.000,00 EUR
- van 2000 m² tot 2499 m² : 17.000,00 EUR
- van 2500 m² tot 2999 m²: 21.000,00 EUR
- 3000 m² en meer: 25.500,00 EUR

Artikel 5

De belastingplichtige ontvangt, vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 18 juni 2025.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

2 **Taxes communales - Taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés - Exercices 2026 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III du code du logement relatif aux sanctions en cas de logement inoccupé, à modifier l'ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ainsi que ses versions ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Considérant que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dispose, depuis 2012, d'un service chargé de rechercher et de constater l'infraction administrative visée à l'article 20, § 2 du Code bruxellois du Logement, cette infraction pouvant aboutir à l'infliction d'une amende administrative par le fonctionnaire dirigeant ce service ; que, par application de l'article 22 § 2 du même Code, les immeubles ou parties d'immeubles inoccupés destinés au logement sont exclus du champ d'application du présent règlement-taxe ;

Vu le règlement relatif à la taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés,

établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 ;

Compte tenu du fait que l'existence, sur le territoire de la commune, d'immeubles laissés partiellement ou totalement inoccupés et d'immeubles inachevés est de nature à décourager l'esprit d'initiative des riverains et à engendrer un processus de désintéressement généralisé en matière d'habitat et en matière d'entrepreneuriat ;

Vu que cette situation, s'il n'y est porté remède, freine et compromet le renouvellement ou la restauration du patrimoine immobilier sis sur le territoire de la commune ;

Attendu qu'il convient dès lors de prendre toutes mesures utiles en vue d'amener les propriétaires ou autres titulaires d'un droit réel défaillants à exécuter les travaux de remise en état nécessaires en vue d'enrayer un processus de détérioration du patrimoine immobilier ;

Considérant que les immeubles visés par le présent règlement attirent nombre de personnes susceptibles de perturber la tranquillité et la sécurité publique ;

Considérant que cette situation occasionne un surcoût en matière de dépenses policières pour assurer au mieux la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que le maintien des immeubles inoccupés ou délabrés est manifestement un frein au développement du logement, du commerce ou de l'industrie ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les immeubles partiellement ou totalement inoccupés et sur les immeubles inachevés.

Article 2

- a) Sont considérés comme immeubles inoccupés : les immeubles bâtis ou partie(s) d'immeuble bâti qui ne sont pas effectivement occupé(e)s ou utilisé(e)s pendant une période de 9 mois consécutifs, qu'ils (elles) aient ou non fait l'objet d'une quelconque mesure de Police administrative. Sont concernés ici uniquement les immeubles ou les parties d'immeuble inoccupé qui ne sont pas « destiné(e)s » au logement;

On entend par :

- i) "immeuble bâti" : tout bâtiment ou toute installation en tenant lieu, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démontré ou déplacé;
- ii) « utilisation », l'utilisation existante de fait d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti ;

Sans préjudice de tous autres signes démontrant son état d'inoccupation sera présumé inoccupé l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti :

- Pour lequel il n'y a pas d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises pendant 9 mois consécutifs ;
- Qui n'est pas garni du mobilier ou des installations indispensables à son occupation ;
- L'absence d'une enseigne ou d'indications (par exemple stickers avec le nom de la société sur la vitrine) récentes indiquant une activité à l'adresse ;
- Pour lequel il est constaté une absence de boîte aux lettres ou pour lequel ladite boîte aux lettres n'a manifestement pas été vidée depuis un certain laps de temps ;
- Pour lequel il est constaté une absence de noms sur la (les) sonnette(s) et autres signes distinctifs visibles indiquant une activité ;
- Pour lequel il est constaté que la façade présente des signes de manque d'entretien, des tags et/ou de la végétation, voire des imperfections externes (tels que de la peinture écaillée, des fissures ou des cassures, des joints éclatés, du plâtrage détaché, des briques détachées, de la formation de mousse, de la végétation ou des défauts aux éléments de la façade, aux cheminées, aux bow-windows, aux loggias, aux balcons, à la charpente, à la toiture, aux bords du toit, aux corniches, aux vidanges d'eau de pluie, aux soupiraux, aux ouvertures de façade, au vitrage, à la menuiserie externe mais encore les immeubles aux baies vitrées ou fenêtres ouvertes à tout vent permettant l'intrusion de pigeons ou autres volatiles. Cette énumération n'est cependant pas exhaustive.)

- b) Sont considérés comme immeubles partiellement inoccupés : ceux dont certains niveaux ou parties répondent à la

définition des alinéas précédents ; ils seront taxés à due proportion de la taxe sur les immeubles entièrement inoccupés.

- c) Sont considérés comme immeubles inachevés : les immeubles dont les travaux de construction ou de transformation sont interrompus ou pour lesquels il n'y a pas d'avancement significatif depuis 9 mois, prenant cours à la date de la constatation de ces faits, par l'agent communal habilité à cette fin, pour autant que cette interruption ne résulte pas d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ou d'un cas de force majeure. En aucun cas, le refus de permis d'urbanisme, ou l'arrêt des travaux dus à l'absence ou à la non-conformité d'un permis d'urbanisme, ne pourra être invoqué comme « résultant d'une décision ou d'un acte de l'autorité publique ».

Article 3

Pour les immeubles inoccupés ou partiellement inoccupés visés à l'article 2, a) et b), l'impôt a pour base la surface brute de plancher des immeubles ou parties d'immeubles.

Par "surface brute de plancher", on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux qui sont affectés aux caves et aux greniers. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Pour les immeubles inachevés visés à l'article 2, c), l'impôt a pour base la superficie de l'immeuble concerné.

Par "superficie", on entend la surface de l'immeuble achevé telle que déterminée dans le plan approuvé faisant l'objet du permis d'urbanisme, à l'exclusion des locaux qui sont affectés aux caves et aux greniers.

Les superficies indiquées dans le constat d'inoccupation font foi sauf production de plans signés, cachetés et approuvés par un permis d'urbanisme.

Article 4

La taxe est annuelle et est calculée en fonction du nombre de mètres carrés de superficie brute de l'immeuble visé par la procédure de taxation.

Le taux de la taxe varie en fonction du nombre d'exercices d'imposition consécutifs d'inoccupation et/ou d'inachèvement et sont fixés comme suit ;

- 1) Taux 1 : 50,00 € par mètre carré de surface inoccupée/inachevée pour le premier exercice d'imposition au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe ;
- 2) Taux 2 : 65,00 par mètre carré de surface inoccupée/inachevée pour le deuxième exercice d'imposition au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe ;
- 3) Taux 3 : 85,00 € par mètre carré de surface inoccupée/inachevée pour le troisième exercice d'imposition au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe

Article 5

La taxe est due par la personne physique ou morale qui a la qualité de titulaire d'un droit réel sur l'immeuble concerné au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Si plusieurs personnes sont titulaires d'un droit réel sur tout ou partie d'un immeuble partiellement ou totalement inoccupé ou inachevé, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

En cas de nue-propriété, à défaut de paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire est tenu de l'acquitter.

La taxe est due pour l'année entière à compter du 1er janvier de l'exercice d'imposition.

En cas d'aliénation ou de transfert de la propriété d'un immeuble, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours auprès du tiers acquéreur ; la taxe reste due par le titulaire du droit réel sur le bien concerné au 1er janvier de l'exercice auquel se rapporte l'impôt.

Article 6

La taxe n'est pas due :

1. Dans les 12 mois d'acquisition de l'immeuble en question. Une copie de l'acte authentique ou de l'attestation de propriété sera fournie pour preuve de la date de l'acquisition ;
2. S'il est démontré que l'inoccupation résulte de travaux qui se sont déroulés durant plus de 9 mois et qui font obstacle à toute jouissance paisible des lieux. Cette exonération n'est applicable que pour deux exercices d'imposition maximum, et devra être justifiée par la liste des travaux effectués et par la production des factures y afférentes ;
3. S'il s'agit d'un immeuble inachevé édifié sur un terrain vendu par la commune, lorsque l'acte de vente prévoit des pénalités particulières au cas où l'immeuble ne serait pas achevé dans le délai fixé contractuellement pour autant que ces pénalités particulières ne soient pas inférieures au montant de la taxe sur les immeubles inachevés ;
4. Si l'immeuble a été accidentellement sinistré et ce, uniquement pendant les deux exercices d'imposition qui suivent le sinistre ;
5. Si l'état d'inoccupation ou l'inachèvement résulte d'un cas de force majeure dans les limites de la définition prévue à l'article 5.226 du Code Civil. En aucun cas, la demande de permis d'urbanisme, l'octroi d'un permis d'urbanisme, le refus de permis d'urbanisme, ou l'arrêt des travaux dus à l'absence ou à la non-conformité d'un permis d'urbanisme, ne pourront être invoqués comme "cas de force majeure" ou causes d'exonération de la taxe.

6. Si l'immeuble, situé en intérieur d'îlot, est détruit en vue de la transformation de cet espace en un espace affecté aux "cours et jardins". Cette nouvelle affectation doit avoir été autorisée au préalable par le service de l'Urbanisme. Un agent communal est chargé de vérifier la destruction de l'immeuble.

Article 7

L'état d'occupation de tout ou partie d'un immeuble ou d'inachèvement, fait l'objet d'un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin.

L'administration communale adresse au domicile ou au siège social du redevable, une copie de ce constat, ainsi qu'une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, endéans le délai mentionné sur cette formule de déclaration, ou au plus tard le 30 septembre de l'exercice concerné. Un extrait du règlement et l'évaluation, au titre de simple renseignement, du montant de la taxe qui serait due en application dudit règlement figurent sur la déclaration. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une à l'administration communale, et ce au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Le constat dressé est valable pour les enrôlements successifs ultérieurs pour les exercices durant lesquels le règlement est en vigueur.

Article 8

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer un élément imposable aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe. Dans le cas où une visite a été

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Il appartient au redevable de signaler à l'Administration toute modification de la base imposable.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice pour les dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent, les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel,

numéro de téléphone, données patrimoniales ;

- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données des dossiers clôturés pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable, transmission de données interservices et sources authentiques ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 april 2009 ertoe strekkend een hoofdstuk V toe te voegen aan titel III van de huisvestingscode en betreffende de straffen ingeval van woningleegstand, tot wijziging van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en zij latere versies daarvan;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het feit dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, sinds 2012, beschikt over een dienst die belast is met het opzoeken en het vaststellen van de administratieve inbreuk bedoeld in artikel 20, § 2 van de Brusselse Huisvestingscode, en dat deze inbreuk een administratieve boete tot gevolg kunnen hebben, opgelegd door de leidende ambtenaar van deze dienst; dat, door toepassing van artikel 23 van ditzelfde Code, de leegstaande gebouwen of delen ervan bestemd voor huisvesting geen deel uitmaken van het toepassingsgebied van onderhavig belastingreglement;

Gelet op het belastingreglement op de geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen;

Rekening houdende met het feit dat de aanwezigheid, op het gemeentelijk grondgebied, van geheel of gedeeltelijk leegstaande en de onafgewerkte gebouwen, kan leiden tot het ontmoedigen van de initiatiefzin van de bewoners en het teweegbrengen van een proces tot veralgemeende belangeloosheid betreffende het woningbeleid en de bedrijfsactiviteiten; Overwegende dat deze situatie, indien er niets aan gedaan wordt, de vernieuwing of de restauratie van het onroerend goed, gevestigd op het gemeentelijk grondgebied, tegenhoudt en in gevaar brengt;

Aangezien het dus noodzakelijk is alle nuttige maatregelen te nemen teneinde de in gebreke zijnde eigenaars of andere houders van een zakelijk recht, ertoe aan te zetten de nodige werken uit te voeren om deze gebouwen in hun oorspronkelijke staat te herstellen, teneinde beschadiging aan onroerend goed te voorkomen;

Overwegende dat de gebouwen bedoeld door onderhavig reglement veel mensen aantrekken om de openbare rust en netheid te verstoren;

Overwegende dat deze situatie een bijkomende kost met zich meebrengt wat betreft de politie-uitgaven om de veiligheid van personen en goederen te garanderen;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen, en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, met als wettelijke bekommernis een rechtvaardige verdeling van de belastingdruk te waarborgen;

Overwegende dat het onderhoud van leegstaande of vervallen gebouwen duidelijk een belemmering vormt voor de ontwikkeling van huisvesting, handel of industrie;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, ten bate van de gemeente, een jaarlijkse belasting geheven op de geheel of gedeeltelijk leegstaande gebouwen en de onafgewerkte gebouwen.

Artikel 2

- a) Worden als leegstaande gebouwen beschouwd: de bebouwde of gedeelte(s) van de bebouwde gebouwen die niet bezet zijn of gebruikt worden gedurende een periode van 9 opeenvolgende maanden, ongeacht het feit of deze het voorwerp uitmaken van om het even welke administratieve Politiemaatregel. Het gaat hier alleen om leegstaande gebouwen of delen van gebouwen die niet "bestemd" zijn voor bewoning;

Men verstaat onder:

"bebouwde gebouw" : elk gebouw of elke daarvoor in de plaats komende installatie, zelfs als deze van niet-duurzaam materiaal is gemaakt, dat in de grond is opgenomen, daaraan is verankerd of waarvan de ondersteuning de stabiliteit garandeert, en dat bedoeld is om op zijn plaats te blijven, zelfs als het kan worden afgebroken of verplaatst;

- ii. "gebruik": het bestaande feitelijke gebruik van een onbebouwd goed of van één of verschillende lokalen van een bebouwd goed;

Onverminderd alle andere tekenen die zijn staat van leegstand vertonen, wordt een bebouwd gebouw of een deel ervan als leegstaand beschouwd:

- Waarvoor gedurende 9 opeenvolgende maanden geen inschrijving bestaat in de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- Het gebouw dat niet voorzien is van meubilair of van de nodige installaties voor de bezetting ervan.
- Het ontbreken van recent uithangbord of indicaties (bij voorbeeld stickers met de naam van het bedrijf op de vitrine) die duiden een activiteit op het adres;
- Een brievenbus ontbreekt of is duidelijk al enige tijd niet geleegd;
- Wanneer wordt geconstateerd dat er een gebrek is aan namen op de deur(s) en andere zichtbare onderscheidende tekens die duiden op een activiteit;
- Waar de gevel tekenen van gebrek aan onderhoud, tags en/of begroeiing, of zelfs uiterlijke onvolkomenheden (zoals afbladderende verf, scheuren of breuken, gebarsten voegen, los pleisterwerk, losse bakstenen, mosvorming, begroeiing of gebreken aan gevelementen, schoorstenen, boogramen, loggia's, balkons, raamwerk, dakbedekking, dakranden, kroonlijsten, hemelwaterafvoeren, raamputten, gevelopeningen, beglazing, buitenschrijnwerk en gebouwen met erkers of ramen die openstaan voor de wind, waardoor duiven of andere vogels naar binnen kunnen. Deze lijst is niet volledig).

- b) Worden als gedeeltelijk leegstaande gebouwen beschouwd: deze waarvan sommige verdiepingen of delen beantwoorden aan de definitie in de voorgaande alinea's; deze zullen belast worden in de juiste verhouding tot de belasting op de geheel leegstaande gebouwen.

- c) Worden als onafgewerkte gebouwen beschouwd: de gebouwen waarvan de bouw- of de verbouwingswerken onderbroken worden of waarvoor geen echte vooruitgang van de werken is gedurende 9 maanden, die beginnen op de datum van de vaststelling van deze feiten door de gemeentelijke gezaghebbende ambtenaar, voor zover deze onderbreking niet het gevolg is van een beslissing of een daad van de overheid of van een geval van overmacht. In geen geval kan de weigering van de stedenbouwkundige vergunning of de stooptzetting van de werken te wijten aan het gebrek of de ongeschiktheid van een stedenbouwkundige vergunning, opgeroepen worden als "het gevolg van een beslissing of een daad van de overheid".

Artikel 3

Voor de leegstaande of gedeeltelijk leegstaande gebouwen bedoeld in artikel 2, a) en b), de belasting heeft als basis de bruto vloeroppervlakte van de gebouwen of gedeelte van gebouwen.

Onder "bruto vloeroppervlakte", dient alle overdekte vloeren, met uitzondering van de ruimten die bestemd zijn voor de kelders en de zolders. De afmetingen van de vloeren worden gemeten aan de buitenkant van de gevel, waarbij de vloeren geacht worden continu te zijn, zonder rekening te houden met de onderbreking ervan door binnenwanden en schotten, door kabelgoten, trappenhuizen en liften.

Voor de onafgewerkte gebouwen bedoeld in artikel 2, c) de belasting heeft als basis de oppervlakte van het betrokken gebouw.

Onder "oppervlakte" dient de oppervlakte van het onafgewerkte gebouw zoals bepaald in het goedgekeurde plan waarvoor de stedenbouwkundige vergunning is afgegeven, met uitzondering van de ruimten die bestemd zijn voor de kelders en de zolders.

De oppervlakten aangegeven in de leegstands vaststelling zijn rechtsgeldig, tenzij er overlegging van plannen die ondertekende, verzegelend en die zijn goedgekeurd door een bouwvergunning.

Artikel 4

De belasting wordt jaarlijks geheven en wordt berekend op basis van het aantal vierkante meter bruto oppervlakte van het onroerend goed waarop de belastingprocedure van toepassing is.

Het belastingtarief varieert naargelang het aantal opeenvolgende belastingjaren waarin het onroerend goed leegstaat en/of onafgewerkte is, en wordt als volgt vastgesteld:

- 1) Tarief 1: € 50,00 per vierkante meter leegstaande/ onafgewerkte oppervlakte voor het eerste belastingjaar waarin het onroerend goed aan de belasting is onderworpen;
- 2) Tarief 2: € 65,00 per vierkante meter leegstaande/ onafgewerkte oppervlakte voor het tweede belastingjaar waarin het onroerend goed aan de belasting is onderworpen;
- 3) Tarief 3: € 85,00 per vierkante meter leegstaande/ onafgewerkte oppervlakte voor het derde belastingjaar waarin het onroerend goed aan de belasting is onderworpen

-
-
-

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon die op 1 januari van het belastingjaar houder is van een zakelijk recht van het betrokken gebouw.

Indien meerdere personen houder zijn van een zakelijk recht van het geheel of een deel van een gedeeltelijk of geheel leegstaand of een onafgewerkt gebouw, zijn deze, gezamenlijk en onscheidbaar, gehouden tot de betaling van de belasting.

In geval van blote eigendom, bij gebreke van betaling van de belasting door de vruchtgebruiker, is de blote eigenaar verplicht deze te betalen.

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, te berekenen vanaf 1 januari van het belastingjaar.

In geval van verkoop of overdracht van het eigendom van een gebouw, zal er geen nieuwe belasting geheven worden ten laste van de derde koper voor het lopende dienstjaar; de belasting blijft verschuldigd door de houder van het zakelijk recht van het betrokken goed op 1 januari van het dienstjaar waarvoor de belasting geheven wordt.

Artikel 6

De belasting is niet verschuldigd:

1. Binnen de 12 maanden van de aankoop van het gebouw. Een kopie van de authentieke akte zal worden verstrekt als bewijs van de datum van aankoop;
2. Wanneer kan aangetoond worden dat de leegstand voortkomt uit werken die meer dan 9 maanden hebben plaatsgevonden die hinderlijk zijn voor een vredige ingebruikname van de plaatsen. Deze vrijstelling is enkel toepasbaar op maximum 2 belastingjaren, en moet gerechtvaardigd worden door de lijst van de uitgevoerde werken en door het voorleggen van eventuele facturen;
3. Wanneer het een onafgewerkt gebouw betreft, opgericht op een terrein verkocht door de gemeente, en wanneer de verkoopakte bijzondere straffen voorziet in geval het gebouw niet zou afgewerkt worden binnen de contractueel bepaalde termijn, voor zover deze bijzondere boeten niet minder zijn dan het bedrag van de belasting op de onafgewerkte gebouwen;
4. Wanneer het gebouw door een onheil getroffen wordt, en dit enkel gedurende de 2 dienstjaren volgend op het onheil;
5. Wanneer de leegstand of de onafgewerktheid het gevolg zijn van een geval van overmacht in de zin van artikel 5.226 van het Burgerlijk Wetboek.. In geen geval kan een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, de verlening van een stedenbouwkundige vergunning, de weigering van de stedenbouwkundige vergunning of de stooptzetting van de werken te wijten aan het gebrek of de ongeschiktheid van een stedenbouwkundige vergunning, opgeroepen worden als "geval van overmacht" of als reden voor vrijstelling van de belasting.
6. Indien het gebouw, gelegen in een binnenterrein van huizenblokken, wordt vernietigd met het oog op de omzetting van deze ruimte in een ruimte die is bestemd voor de "koeren en tuinen". Deze nieuwe bestemming moet vooraf door de dienst Stedenbouwkundige goedgekeurd geworden hebben. Een ambtenaar van de gemeente is belast met de controle op de vernietiging van het gebouw.

Artikel 7

De staat van leegstand van het geheel of een deel van het gebouw of de onafgewerktheid, maakt het voorwerp uit van een vaststelling uitgevoerd door een hiervoor bevoegde gemeentelijke ambtenaar.

Het gemeentebestuur betekent, naar de woning of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige, een kopie van deze vaststelling alsook een aangifteformulier dat deze moet terugsturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, binnen de termijn vermeld op dit aangifteformulier. Een uittreksel van het reglement en de schatting, enkel ter informatie, van het bedrag van de belasting dat verschuldigd zal zijn als toepassing van onderhavig reglement staan vermeld op dit aangifteformulier of, op zijn minste de 30 november van het betrokken dienstjaar.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 31 december van het betreffende belastingjaar.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

De opgestelde vaststelling is geldig voor volgende inkohieren voor de dienstjaren waarin het reglement is van kracht.

Artikel 8

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de heffing van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen voor de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van een aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen op onderhavig reglement worden vastgesteld door de beëdigde en daartoe speciaal aangewezen ambtenaren door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Het is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige om de Gemeentebestuur op de hoogte te brengen van elke wijziging van de belastinggrondslag.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet dan betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

3 Taxes communales - Taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables - Exercices 2025 à 2030 - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4, de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les articles 133, al.2 et 135 §2 de la Nouvelle Loi communale conférant au Bourgmestre son pouvoir de police administrative générale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu l'ordonnance du 04 avril 2024 modifiant le Code bruxellois du Logement en vue de concrétiser le droit au logement ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement ;

Vu l'Ordonnance du 31 mars 2022 modifiant le Code bruxellois du Logement en matière de droit de gestion publique et de logements inoccupés ;

Vu le règlement de la taxe sur les logements déclarés insalubres ou inhabitables, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que les logements déclarés insalubres ou inhabitables ne satisfont pas aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité ou d'équipements ; que les immeubles de logements et logements inhabitables, insalubres, dangereux ou menaçant ruine constituent un trouble pour l'ordre public et contreviennent à l'objectif d'améliorer et d'augmenter le parc de logements ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, dont celle de garantir et d'améliorer le cadre de vie des habitants, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que la présente taxe vise les propriétaires indécents qui n'effectuent pas les travaux indispensables dans les logements déclarés insalubres ou inhabitables, de sorte que ces derniers ne sont plus en mesure d'être mis en location ou entraînent une dégradation du cadre de vie pour les éventuels occupants, pour le voisinage et, plus généralement, pour toute la population de la Commune ;

Considérant que dans la poursuite de cet objectif, il est aussi tenu compte de la capacité contributive des propriétaires qui, malgré l'existence d'un arrêté d'inhabitabilité, n'effectuent pas les dépenses et travaux nécessaires pour mettre fin à cette situation et, en outre, continuent à percevoir des loyers, au mépris de la décision administrative prise et des conditions de vie des occupants ;

Considérant qu'il convient de tenir compte, dans les exonérations envisagées, d'une part de situations où la perception de la taxe ne se justifie pas, d'autre part des nouvelles formes d'occupation temporaire à des fins sociales et/ou humanitaires d'immeubles laissés à l'abandon et devenus inhabitables, pour autant que les conventions d'occupation temporaire portant sur ces immeubles soient encadrées par les pouvoirs publics ou par des associations reconnues par ces derniers à cet effet ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les logements insalubres ou inhabitables.

Article 2

Sont soumis à cette taxe le ou les logement(s) déclaré(s) insalubre(s) ou inhabitable(s) tel(s) que défini(s) à l'article 3, sous réserve des causes d'exonération visées à l'article 5 du présent règlement.

Le montant de la taxe annuelle est fixé à 2.500,00 EUR par unité de logement.

Dans le cas où le redevable n'effectue pas les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté tout en poursuivant a mise à disposition du bien à des tiers à titre onéreux, le montant de la taxe est porté à 3.800,00 EUR la deuxième année de taxation et à 5.000,00 EUR à partir de la troisième année de taxation.

La taxe est due par année entière quelle que soit la date de l'arrêté visé à l'article 3, 2^e point.

Article 3

Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- Logement : l'immeuble ou la partie d'immeuble destiné(e) à l'habitation, ainsi que la partie d'immeuble non destinée à l'habitation (tels atelier, cave, grenier, bureau, gar age, etc.) mais dont il est constaté dans les faits qu'elle est illicitement utilisée à ce titre ;
- Logement insalubre ou inhabitable : l'unité ou les unités de logement faisant l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité pris par le Bourgmestre en vertu de son pouvoir de police sur pied de l'article 135, § 2 de la Nouvelle Loi Communale, ou d'une interdiction de mise en location fondée sur l'ordonnance du 04 avril 2024 portant le Code bruxellois du Logement ;
- Unité de logement: logement ou partie de logement servant exclusivement à la vie d'un ménage ou de personnes ayant décidé de constituer une communauté de vie entre elles ; en cas de chambres louées en vertu de contrats de baux distincts à des personnes ne formant pas une communauté de vie entre elles, il y a autant d'unités de logement que de chambres distinctes ;
- Demande de permis d'urbanisme : la demande qui a fait l'objet d'une notification de la part de l'administration au demandeur signalant le caractère complet du dossier ;
- Travaux qui font l'objet d'un permis d'urbanisme : les travaux et mesures requis pour l'abrogation de l'arrêté, résultant de l'arrêté lui-même ou de l'interdiction de mise en location de l'Inspection régionale du Logement, lorsque ces travaux sont en lien avec une demande et l'obtention d'un permis d'urbanisme, visant le cas échéant à la régularisation urbanistique du bien, puis réalisés en conformité avec le permis obtenu,
- Travaux qui ne font pas l'objet d'un permis d'urbanisme : les travaux et mesures requis pour l'abrogation de l'arrêté, résultant de l'arrêté lui-même ou de l'interdiction de mise en location de l'Inspection régionale du Logement, qui n'ont pas donné lieu à l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme.

- Fonction initiale : utilisation pour laquelle la partie d'immeuble ou l'immeuble a été conçu(e) avant d'être illicitement utilisé(e) en habitation.

Article 4

La taxe est due solidairement par la ou les personne(s) physique(s) et/ou morale(s) qui possède(nt) un droit réel sur le logement inhabitable ou insalubre au 1^{er} janvier de l'exercice.

Toutes les personnes physiques ou morales possédant un droit réel sur le logement inhabitable ou insalubres sont codébiteurs de la taxe.

Article 5

-

§ 1^{er} : Nouvel acquéreur

La personne qui acquiert un immeuble ou une partie d'immeuble concerné par le présent règlement peut demander à être exonérée de la taxe dans les hypothèses suivantes :

a) Travaux nécessitant un permis d'urbanisme :

1. La demande complète de permis d'urbanisme visée à l'article 3, 4^e tiret, soit introduite dans les 9 mois et le permis accordé dans les 12 mois de l'acte authentique d'acquisition, de l'acte de transmission de la propriété, ou du jour du décès en cas de transfert de propriété suite à une succession en faveur des héritiers réservataires et/ou légaux. Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande visée à l'article 3, 4^e tiret a été introduite.

2. en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés endéans les 12 mois de la délivrance du permis et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule Habitat, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 12 mois susvisé du fait de leur ampleur, l'exonération peut être accordée pour une période maximale de 3 exercices consécutifs, commençant à courir à la date de délivrance du permis, pour autant qu'un délai total de 24 mois, calculé depuis la date de délivrance du permis, ne soit pas dépassé.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure, dûment établie. Le refus de délivrance de permis d'urbanisme ne constitue en aucun cas un motif de force majeure.

b) Travaux ne nécessitant pas un permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à la levée de l'arrêté sont terminés dans les 12 mois de l'acquisition telle que précisée au littéra a) 1. et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule Habitat, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection Régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Le cas échéant, si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai susvisé du fait de leur ampleur, le délai de réalisation des travaux peut être prolongé pour une nouvelle période de 6 mois.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

§ 2 Propriétaire au 1^{er} janvier de l'exercice :

La personne titulaire d'un droit réel sur le logement concerné par le présent règlement peut demander à être exonérée de la taxe dans les hypothèses suivantes :

a) Travaux nécessitant un permis d'urbanisme :

1. pour autant que la demande complète visée à l'article 3, 4^e tiret soit introduite dans les 6 mois et le permis accordé dans les 12 mois de l'arrêté. Cette exonération ne vaut que pour l'exercice d'imposition au cours duquel la demande visée à l'article 3, 4^e tiret a été introduite.

2. en cas d'exécution des travaux effectués conformément au permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés endéans les 12 mois de la délivrance du permis et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule Habitat, soit de la

demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 12 mois susvisé, du fait de leur ampleur, l'exonération peut être invoquée pour une période maximale de 3 exercices consécutifs, commençant à courir à la date de délivrance du permis, pour autant qu'un délai total de 24 mois, calculé depuis la date de délivrance du permis, ne soit pas dépassé.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

b) Travaux ne nécessitant pas un permis d'urbanisme :

Lorsque les travaux nécessaires à l'abrogation de l'arrêté sont terminés dans les 6 mois de l'arrêté et qu'est produit l'accusé de réception soit de la demande d'abrogation introduite auprès de la Cellule Habitat, soit de la demande d'attestation de contrôle de conformité introduite auprès de l'Inspection régionale du Logement. Si l'arrêté ne peut être abrogé au terme du contrôle, la taxe est due.

Le cas échéant, si les travaux ont avancé significativement mais n'ont pu être terminés dans le délai de 6 mois susvisé du fait de leur ampleur, le délai de réalisation des travaux peut être prolongé pour une nouvelle période de 6 mois.

Ce délai ne pourra encore être prorogé pour un exercice supplémentaire qu'en cas de force majeure dûment établie.

§ 3 Autres cas dans lesquels la taxe n'est pas due :

- a. S'il est démontré que la partie d'immeuble frappée d'un arrêté d'inhabitabilité qui n'est pas affectée urbanistiquement au logement n'est manifestement plus utilisée ni aménagée comme logement, ayant retrouvé sa fonction initiale ;
- b. En cas d'un arrêté résultant d'une interdiction de l'Inspection régionale du Logement, uniquement si les deux conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- les lieux ne sont plus mis à disposition de tiers à titre onéreux, soit qu'ils sont vides soit qu'ils sont occupés personnellement par les propriétaires ;
- le logement ne présente pas ou plus de danger pour la sécurité et la salubrité publiques ;

- c. Si l'immeuble est situé dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ou gouvernemental ;

Si l'immeuble ou la partie d'immeuble visée par l'arrêté d'inhabitabilité pris sur base de l'article 135 de la NLC uniquement fait l'objet d'une convention d'occupation précaire encadrée par les pouvoirs publics ou par un organisme reconnu par ces derniers à cet effet. Dans ce cas, il incombe au propriétaire de prévenir la Cellule Habitat de l'existence de ladite convention ;

Lorsque l'immeuble ou la partie d'immeuble visée par l'arrêté d'inhabitabilité fait l'objet d'une convention avec une agence immobilière sociale Dans ce cas, il incombe au propriétaire de prévenir la Cellule Habitat de l'existence de ladite convention ;

- f. Lorsque la Commune exerce son droit de gestion publique de manière effective ;

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, avant l'échéance mentionnée sur ledit formulaire ou au plus tard le 30 septembre de l'exercice concerné. Le contribuable qui n'a pas reçu le formulaire de déclaration doit en réclamer une au plus tard le 1^{er} décembre de l'exercice d'imposition concerné.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7

Le redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement de celle-ci, de produire tous les documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Le bien faisant l'objet de la taxation doit être rendu accessible par chacun aux représentants de l'administration, munis de leur lettre de désignation en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents communaux spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 10

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine [T24] [F25] de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens[T26] [F27] .

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.[RB28] [F29]

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

Le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 11

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données des dossiers clôturés pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable, transmission de données interservices et sources authentiques ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 12

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 18 juin 2025.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikelen 133, lid. 2 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet waarin de burgemeester algemene administratieve politiebevoegdheid krijgt;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op Ordonnantie tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode met het oog op de verwezenlijking van het recht op huisvesting;

Gelet op besluit tot uitvoering van artikelen 15 tot 19 van de Brusselse Huisvestingscode;

Gelet op ordonnantie tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode inzake het openbaar beheersrecht en leegstaande woningen;

Gelet op het belastingsreglement op woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn niet voldoen aan de basisvereisten inzake veiligheid, gezondheid of voorzieningen; dat de woongebouwen en onbewoonbare, ongezonde, gevaarlijke gebouwen of deze die dreigen te vervallen, een verstoring betekenen voor de openbare orde en de doelstelling om het woningenbestand te verbeteren en te verhogen overtreden;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, waaronder deze om het levenskader van de inwoners te garanderen en te verbeteren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Overwegende dat de huidige belasting de oneerlijke eigenaars beoogt die de noodzakelijke werken niet uitvoeren in de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen, zodat deze laatste niet kunnen verhuurd worden of een verslechtering van het levenskader met zich meebrengen voor de eventuele bewoners, de buurt en, meer algemeen, voor de hele bevolking van de Gemeente;

Overwegende dat voor de voortzetting van deze doelstelling, eveneens rekening wordt gehouden met de draagkracht van de eigenaars die, ondanks het bestaan van een onbewoonbaarheids- of ongezondheidsbesluit, de nodige uitgaven en werken niet uitvoeren om een einde te stellen aan de situatie en, bovendien, huurprijzen blijven ontvangen, ondanks de genomen administratieve beslissing en de leefomstandigheden van de bewoners;

Overwegende dat bij de beoogde vrijstellingen rekening moet gehouden worden met, enerzijds de situatie waarin de inning van de belasting niet gerechtvaardigd is, en anderzijds met de nieuwe vormen van tijdelijk gebruik voor sociale en/of humanitaire doeleinden van verwaarloosde en onbewoonbaar geworden gebouwen, voor zover de gebruiksovereenkomsten met betrekking tot deze gebouwen omkaderd zijn door de openbare overheden of verenigingen erkend door deze laatste;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

-

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen.

Artikel 2

Zijn aan deze belasting onderworpen de woning of de woningen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn zoals bepaald in artikel 3, onder voorbehoud van oorzaken van vrijstelling bedoeld in artikel 5 van dit reglement.

Het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt vastgesteld op 2.500,00 EUR per wooneenheid.

In het geval de belastingplichtige de nodige werken niet uitvoert voor de opheffing van het besluit en het goed tegen betaling blijft ter beschikking stellen aan derden, wordt het bedrag van de belasting gebracht tot 3.800,00 EUR voor het tweede aanslagjaar en tot 5.000,00 EUR vanaf het derde aanslagjaar. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar ongeacht de datum van het besluit bedoeld in artikel 3, 2^{de} streepje.

Artikel 3

In de zin van dit reglement, dient verstaan te worden onder:

- Woning: het gebouw of het gedeelte van het gebouw bestemd voor huisvesting, alsook het gedeelte van het gebouw niet bestemd voor huisvesting (zoals werkplaats, kelder, zolder, bureel, garage, enz.) waarbij in de praktijk vastgesteld wordt dat dit onrechtmatig hiervoor gebruikt wordt;
- Ongezonde of onbewoonbare woning: de wooneenheid of de wooneenheden die het voorwerp uitmaken van een ongezondheids- of onbewoonbaarheidsbesluit genomen door de Burgemeester krachtens zijn/haar politiemacht op grond van artikel 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, of een verbod tot verhuur op basis van de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 met betrekking tot de Brusselse Huisvestingscode;
- Wooneenheid: woning of gedeelte van woning die/dat uitsluitend dient voor het leven van een gezin of van personen

die beslist hebben er onderling een gemeenschapsleven samen te stellen; in geval van verhuurde kamers krachtens aparte huurcontracten aan personen die onderling geen gemeenschapsleven vormen, zijn er zoveel wooneenheden als aparte kamers;

- Aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning: de aanvraag die het voorwerp heeft uitgemaakt van een betekening door het bestuur ten aanzien van de aanvrager met vermelding van de volledigheid van het dossier;
- Werken die het voorwerp uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning: de werken en maatregelen vereist voor de opheffing van het besluit, voortkomend uit het besluit zelf of het verbod op terbeschikkingstelling door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, wanneer deze werken in verband staan met een aanvraag en het verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning, in voorkomend geval met als doel de stedenbouwkundige regularisatie van het goed, nadien verwezenlijk in conformiteit met de verkregen vergunning,
- Werken die geen voorwerp uitmaken van een stedenbouwkundige vergunning: de werken en maatregelen vereist voor de opheffing van het besluit, voortkomend uit het besluit zelf of het verbod op terbeschikkingstelling door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, die geen aanleiding gegeven hebben tot de indiening van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning.
- Oorspronkelijke functie: gebruik waarvoor het deel van het gebouw of het gebouw was ontworpen voordat het onrechtmatig als woning werd gebruikt.

Artikel 4

De belasting is solidair verschuldigd door de natuurlijke en/of morele persoon/personen houder van een zakelijk recht over de onbewoonbare of ongezone woning op 1 januari van het dienstjaar.

De inkohiering gebeurt op naam van één van de houders van het zakelijk recht.

Artikel 5

§ 1: Nieuwe afnemer

De persoon die een gebouw of een gedeelte van een gebouw aankoopt waar dit reglement betrekking op heeft, kan vragen om vrijgesteld te worden van de belasting bij de volgende veronderstellingen:

a) Werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is:

1. voor zover de volledige aanvraag bedoeld in artikel 3, 4^{de} streepje, ingediend wordt binnen de 9 maanden en de vergunning toegekend binnen de 12 maanden na de authentieke aankoopakte, de overdrachtsakte van het eigendom, of van de dag van het overlijden in geval van eigendomsoverdracht ten gevolge van een successie ten voordele van reservataire en/of wettelijke erfgenamen. Deze vrijstelling geldt enkel voor het dienstjaar waarin de aanvraag bedoeld in artikel 3, 4^{de} streepje ingediend werd.
2. in geval van uitvoering van de werken uitgevoerd overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning: Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na de afgifte van de vergunning en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Habitatcel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd. Indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 12 maanden, wegens hun omvang, kan de vrijstelling toegestaan worden voor een maximale periode van 3 opeenvolgende dienstjaren, die begint te lopen vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, zolang een totale termijn van 24 maanden, berekend vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, niet overschreden wordt.
Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld. De weigering van afgifte van de stedenbouwkundige vergunning betekent in geen geval een reden voor overmacht.

b) in geval van uitvoering van werken die geen voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na aankoop zoals nader verklaard in letter a) 1. en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Habitatcel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

In voorkomend geval, indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn, wegens hun omvang, kan de vrijstelling ingeroepen worden voor een nieuwe periode van 6 maanden.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld.

§ 2 Eigenaar op 1^{ste} januari van het dienstjaar:

De persoon houder van een zakelijk recht op de woning waar dit reglement betrekking op heeft kan vragen om vrijgesteld te worden van de belasting bij de volgende veronderstellingen:

a) Werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is:

1. Voor zover de volledige aanvraag bedoeld in artikel 3, 4^{de} streepje, ingediend wordt binnen de 6 maanden en de vergunning toegekend binnen de 12 maanden na het besluit. Deze vrijstelling geldt enkel voor het dienstjaar waarin de aanvraag bedoeld in artikel 3, 4^{de} streepje ingediend werd.
2. in geval van uitvoering van werken uitgevoerd overeenkomstig de stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de werken nodig voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 12 maanden na afgifte van de vergunning en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Habitatcel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

Indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 12 maanden, wegens hun omvang, kan de vrijstelling toegestaan worden voor een maximale periode van 3 opeenvolgende dienstjaren, die begint te lopen vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, zolang een totale termijn van 24 maanden, berekend vanaf de datum van de afgifte van de vergunning, niet overschreden wordt.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld.

b) in geval van uitvoering van werken die geen voorwerp uitmaken van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning:

Wanneer de nodige werken voor de opheffing van het besluit beëindigen binnen de 6 maanden na het besluit of, en dat het ontvangstbewijs voortgebracht wordt hetzij van de aanvraag tot de ingediende opheffing bij de Habitatcel, hetzij van de aanvraag voor het conformiteitscontroleattest ingediend bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie. Indien het besluit niet kan opgeheven worden na de controle, is de belasting verschuldigd.

In voorkomend geval, indien de werken duidelijk vooruitgang geboekt hebben maar niet konden beëindigen binnen de bovenvermelde termijn van 6 maanden, wegens hun omvang, kan de termijn voor de verwezenlijking van de werken verlengd worden met een nieuwe periode van 6 maanden.

Deze termijn kan slechts voor één bijkomend dienstjaar verlengd worden in geval van overmacht, behoorlijk vastgesteld.

§ 3 Andere gevallen geen belasting verschuldigd is:

- a) indien het aangetoond wordt dat het gedeelte van het gebouw met een onbewoonbaarheidsbesluit dat op stedenbouwkundig vlak niet bestemd is als woning overduidelijk niet langer gebruikt noch ingericht wordt als woning omdat het zijn initiële functie teruggevonden heeft;
- b) in geval van een besluit voortkomend uit een verbod door de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, enkel indien voldaan wordt aan de twee volgende cumulatieve voorwaarden:
 - de plaatsen worden niet langer verhuurd aan of ter beschikking gesteld van derden, in welke hoedanigheid ook, ze zijn hetzij leeg hetzij bewoond door de eigenaars;
 - de woning houdt geen of niet langer een gevaar in voor de openbare veiligheid en gezondheid;
- c) indien het gebouw in de perimeter is gelegen van een onteigeningsplan goedgekeurd bij koninklijk of regeringsbesluit.
- d) indien het gebouw of gedeelte van gebouw bedoeld in het onbewoonbaarheids- of ongezondheidsbesluit op grond van artikel 135 van de NGW betrekking heeft, het voorwerp uitmaakt van een precaire gebruiksovereenkomst omkaderd door de openbare overheden of een orgaan hiervoor erkend door deze laatste.
- e) Wanneer het gebouw of het deel van het gebouw waarop het onbewoonbaarheids- of ongezondheidsbesluit betrekking heeft, het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst met een sociale vastgoedmakelaar. In dat geval is het de verantwoordelijkheid van de eigenaar om de Habitatcel op de hoogte te brengen van het bestaan van die overeenkomst.
- f) Wanneer de Gemeente haar openbaar beheersrecht bestuur daadwerkelijk uitoefent;

Artikel 6

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de vervaldatum van voornoemd formulier moet worden teruggestuurd of, on zijn minste, de 30 november van de betrokken dienstjaar. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 1 december van het betreffende belastingjaar.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk

verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 7

De belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing van dit laatste, alle bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

Het goed dat het voorwerp uitmaakt van de belastingheffing moet toegankelijk zijn door iedereen aan de vertegenwoordigers van het bestuur, voorzien van hun aanstellingsbrief, om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De inbreuken op dit reglement worden vastgesteld door de gemeenteamtstenaren die daartoe speciaal door het College van Burgemeester en Schepenen zijn aangewezen.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingskohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet dan betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

-

Artikel 10

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college

van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 11

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven van afgesloten dossiers gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte, overdracht van gegevens tussen diensten en authentieke bronnen ;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 12

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 18 juni 2025.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

4 Taxes communales - Taxe sur les résidences non principales - Exercices 2026 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les résidences non principales, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser le manque à gagner lié aux personnes non domiciliées sur le territoire de la commune qui n'y paient donc pas leurs taxes additionnelles communales, tout en bénéficiant des services de la commune ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les résidences non principales.

Article 2

Par « résidence non principale » il faut entendre : tout logement privé, meublé ou non, dont l'utilisateur principal (propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit) n'est pas inscrit pour ce logement-là aux registres de la population de la commune.

Est censé disposer à tout moment d'une résidence non principale, la personne qui peut l'occuper, même d'une façon intermittente, durant l'année d'imposition.

Article 3

Le montant de la taxe est fixé à 2.300,00 EUR par an et par résidence.

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date à laquelle la résidence non principale a été recensée par l'administration communale et quelle que soit la date de cessation d'occupation de cette résidence.

Article 4

L'impôt est dû par la personne, inscrite ou non aux registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, qui :

- y occupe un logement, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en tant que propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier, occupant ou usager à titre gratuit;
- y exerce une activité commerciale ou une profession libérale et y dispose d'un logement privé, autre que celui dans lequel elle a établi sa résidence principale, en plus des locaux destinés à l'exercice de son activité professionnelle.

L'utilisateur principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage si elle ne peut faire la preuve de leur location à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Les copropriétaires d'une habitation – quel que soit l'accord qu'ils aient conclu mutuellement en vue de disposer de l'habitation – sont tenus solidairement de payer la taxe.

Article 5

Sont exonérées de la taxe :

- les personnes qui ne disposent que d'une résidence sur le territoire de la commune et qui sont inscrites, avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition, dans les registres de la population de Molenbeek-Saint-Jean, à l'adresse de cette résidence.

La date d'inscription qui sera prise en considération sera celle renseignée par le Registre National.

- les personnes qui résident temporairement dans une institution de soins de santé ou dans un home de retraite pour y recevoir les soins médicaux exigés par leur état de santé.
- les étudiants qui suivent régulièrement des cours du jour à temps plein pour autant qu'ils justifient de leur qualité.

Article 6

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale. Celle-ci adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule ou, à tout le moins, le 30 novembre de l'exercice concerné. Les contribuables qui n'ont pas reçu de déclaration doivent en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition concerné. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 8

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute modification pouvant intervenir dans l'enrôlement de la taxe.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Gemeentebelastingen - Belasting op de verblijven andere dan hoofdverblijven - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117,118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de verblijven andere dan hoofdverblijven, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het moet overgegaan worden tot de compensatie van een gebrek aan een inning door de personen die niet woonachtig zijn op het grondgebied van de gemeente en die dus hun aanvullende gemeentebelastingen niet betalen, maar wel gebruikmaken van de diensten van de gemeente;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de verblijven andere dan hoofdverblijven.

Artikel 2

Onder "verblijf ander dan het hoofdverblijf" dient te worden verstaan, elke private woonegelegenheid, gemeubeld of niet, waarvan de hoofdgebruiker (eigenaar, bezitter van de bloot eigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner) niet ingeschreven is, voor die woonegelegenheid, in de bevolkingsregisters van de gemeente.

Wordt geacht over een tweede verblijfplaats te allen tijde te beschikken, de persoon die haar kan bezetten, zelfs op een intermitterende wijze, gedurende het aanslagjaar.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 2.300,00 EUR per jaar en per verblijfplaats.

De belasting is verschuldigd voor gans het jaar, welke ook de datum waarop het tweede verblijf door het gemeentebestuur wordt vastgesteld en welke ook de datum van stopzetting van de bezetting van dat verblijf.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de persoon die ingeschreven is of niet in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek en die :

- er een woonegelegenheid bezet, ander dan zijn hoofdverblijf, als eigenaar, bezitter van de blooteigendom, ouder van het vruchtgebruik, bezetter, niet-betalende bewoner;
- er een commerciële activiteit of een vrij beroep uitoefent en er kan beschikken over een privé-woning, ander dan zijn hoofdverblijf, buiten de lokalen bestemd voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

De hoofdgebruiker van de plaatsen wordt geacht er zich het gebruik van voor te behouden indien hij de verhuring ervan aan derden of de gehele en bestendige onbezetheid ervan niet kan bewijzen.

De mede-eigenaars van een woning - en wat ook de onderlinge overeenkomst weze wat betreft het beschikken over de woning - zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- de personen die alleen van één verblijf beschikken op ons grondgebied, die vóór 31 december van het belastingjaar, in de bevolkingsregisters van Sint-Jans-Molenbeek ingeschreven zijn.

De datum van inschrijving die in aanmerking genomen zal worden is de datum aangegeven in de Rijksregisters.

- de personen die tijdelijk verblijven in een verpleeginstelling of in een rusthuis om er medische zorgen, geëist door hun gezondheidstoestand, te krijgen.
- de studenten die regelmatig volledige dagcursussen volgen voor zover zij hun hoedanigheid bewijzen

Artikel 6

De telling van de belastbare elementen gebeurt door de zorgen van het Gemeentebestuur.

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd of, op zijn minste de 30 november van het betrokken dienstjaar. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen voor 31 december van het betreffend belastingjaar. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 8

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur, per aangetekend schrijven, te verwittigen van alle veranderingen die de invordering van de belasting zouden kunnen wijzigingen.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindieners niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

5 **Taxes communales - Règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique - Exercices 2026 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4 de la Constitution;

Vu les articles 117, 118 et 135, § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique, établi par décision du Conseil communal du 15 février 2023 pour les exercices 2023 à 2025 inclus ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean modifie la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Vu la nécessité de maintenir pour les exercices 2026 à 2030, un équilibre entre les recettes et les dépenses de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, tout en maintenant une perception équitable des charges fiscales mises à charge des différentes catégories de redevables exerçant leurs activités sur le territoire communal ;

Considérant l'intérêt général à un bon environnement urbanistique et à la santé publique ;

Considérant que la présente taxe a notamment pour objet l'embellissement des façades et de l'espace public, y compris le versant avant des toits de biens immobiliers, visible de cet espace, sis sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, dans le cadre de ses compétences, il appartient à une commune de choisir une matière imposable qui ne se retrouve que chez certains redevables dès lors qu'elle ne doit pas – et se trouverait dans l'impossibilité – de taxer tout ce qui peut l'être; que l'exercice du pouvoir fiscal par une commune vise à lui permettre de maintenir son budget en équilibre, voire à dégager un certain surplus ; qu'il ne se justifie donc pas de procéder à une taxation généralisée ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est cependant pas exclu que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers ; que, selon le Conseil d'Etat, « aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres » (arrêts n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant tout d'abord que les antennes de télécommunication, d'émission de signaux ou d'échange d'information par voie hertzienne taxées se distinguent d'autres infrastructures en raison des fonctions qu'ils remplissent, des besoins qu'elles permettent de rencontrer et des réglementations auxquelles elles sont soumises ;

Considérant que le présent Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertziennes visées par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer les recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face et à répartir de manière équitable la charge fiscale, sachant que d'autres règlements-taxes visent d'autres catégories de redevables;

Considérant qu'en outre les installations visées par la taxe sont particulièrement inesthétiques et constituent une nuisance visuelle notoire voire une atteinte à l'esthétique des paysages urbains, dans des périmètres relativement importants, d'une part et plus particulièrement à la santé publique de la population eu égard à leur nombre ou à leur concentration dans des zones parfois restreintes d'autre part ;

Considérant que les communes et les propriétaires sont de plus en plus fréquemment sollicités, notamment par des sociétés qui souhaitent d'une part implanter des pylônes afin d'accueillir des antennes, de mâts ou des supports d'antennes destinés à la diffusion d'ondes, de sons ou d'images et d'autre part placer des câbles ou lignes aériennes destinés au même usage, portant atteinte à l'environnement et à la santé publique dans un périmètre relativement important ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne constituent des infrastructures au travers desquelles se matérialise une activité lucrative permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans le secteur des télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge;

Considérant de plus que l'importance des bénéfices générés par l'exploitation des réseaux de communication de sons, d'ondes ou d'images est, de notoriété publique ; que les taux raisonnables fixés par le présent règlement-taxe sont proportionnées aux profits générés par ces diverses activités (cf. CE 10 janvier 2007 publié dans JLMBi 2007/16, page 661) ; que la commune est en droit également de taxer les activités économiques sur son territoire surtout si celles-ci portent atteintes à la santé publique ;

Considérant que la section de législation du Conseil d'Etat, dans son avis du 5 août 2009 a clairement indiqué que l'article 98 § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 doit être compris « comme interdisant uniquement les impositions- quelles qu'elles soient – ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications », avec pour conséquences que des taxes portant sur l'exploitations ou la propriété de pylônes ou mâts porteurs d'antennes GSM « sont sans rapport avec l'article 98 § 2, de la loi du 21 mars 1991 »(cf. Revue de droit communal 2009/4 page 18) ; que le présent règlement-taxe n'a pour objet que de pallier les nuisances urbanistiques et environnementales subies par la commune ;

Considérant aussi que le règlement-taxe ne constitue pas une restriction au développement des réseaux de mobilophonie interdite par l'article 2.3 de la directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques ;

Considérant en effet, que l'article 2 de la directive 2002/77/CE précité reprend le régime organisé par l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés de télécommunication ;

Considérant que la Cour de justice des Communautés européennes a, dans son arrêt du 8 septembre 2005, dit pour droit que « des mesures d'ordre fiscal s'appliquant à des infrastructures de communications mobiles ne relèvent pas de l'article 3 quater de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 sauf si ces mesures favorisent, directement ou indirectement, les opérateurs disposant ou ayant disposé de droits spéciaux ou exclusifs au détriment des nouveaux opérateurs et affectent d'une façon appréciable la situation concurrentielle » ;

Considérant que dans son avis n°47.011/2/V du 5 août 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM (cf. Doc. Parl. Ch. Repr., 20087-2009, Doc 52-1867/04, page 6), la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que « puisque l'article 98, § 2 de la loi du 21 mars 1991 ne peut être interprété comme interdisant les règlements communaux visant à taxer les supports d'antennes GSM en tant que révélateurs d'une exploitation économique, il n'y a pas lieu de prévoir une disposition telle que l'article 2 en projet » (voir aussi les arrêts du CE du 10 janvier 2007 en cause SA BELGACOM MOBILE, n°s 166.441 et 166.442 ; CE 20 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.664 ; CE 21 janvier 2009 en cause SA MOBISTAR, n° 189.702);

Considérant que le présent règlement-taxe respecte le principe d'égalité de traitement dans la mesure où il vise tout support, mât, pylône ou antenne de communication, de transmission ou d'émission d'ondes, d'images ou de sons sis sur les immeubles relevant du patrimoine privé des propriétaires, emphytéotes ou superficiaires ;

Considérant par ailleurs que la solidarité entre l'exploitant ou le propriétaire de l'antenne de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne d'une part et le propriétaire de l'immeuble d'autre part, se justifie dans la mesure où ces derniers perçoivent des sommes parfois très importantes pour accorder la simple autorisation d'installer ce mât ou pylône sur un immeuble ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs des sociétés propriétaires de certaines installations visées par la présente taxe ne se trouvent pas sur le territoire de la commune et que celle-ci ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant au surplus, que la commune est tenue de respecter le principe de précaution ; que ce principe est particulièrement en cause dans le cas d'émission d'ondes pouvant entraîner des atteintes à la santé publique eu égard à la prolifération de ces antennes sur un territoire limité et plus particulièrement pour les habitants résidant sous ces antennes ;

Considérant à cet égard que le pouvoir régional a déjà pris des mesures afin de pallier aux nuisances et aux dangers de ces émetteurs d'ondes en réduisant leur capacité de nuisance ; qu'il est dès lors justifié que la commune prenne des mesures afin de réduire les nuisances visuelles occasionnées par ces antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne tant en matière urbanistique, environnementale et de santé publique ;

Considérant qu'il est parfaitement légitime pour les autorités communales ne tenir compte de l'inquiétude légitime des citoyens eu égard aux controverses existantes sur les effets nocifs des antennes-relais de GSM et des antennes WI-FI ; qu'à cet égard, il y a lieu d'observer que la ville de Paris a fixé, d'après la charte signée en 2003 avec les opérateurs la limite à 2 V/m en moyenne sur 24h et le comté de Salzbourg a fixé la limite à 0,6 V/m ;

Considérant que dans le même ordre d'idées, le tribunal de grande instance de Nanterre a, dans son jugement du 18 septembre 2008 (8^{ième} chambre n° RG 07/02173), condamné la firme BOUYGUES à démonter ses antennes relais pour risques de troubles sur la santé dans la mesure où cette société n'a pu démontrer l'absence de danger pour la santé publique ;

Considérant que la cour d'appel de Versailles considère, dans son arrêt du 4 février 2009 confirmant un jugement du tribunal de grande instance de Nanterre, que l'exposition à la simple éventualité d'un danger constitue un trouble de voisinage et il prend en considération le principe de précaution pour condamner l'opérateur à des dommages et intérêts ; de même, la cour d'appel de Bordeaux avait déjà estimé, dans son arrêt du 20 septembre 2005, que la pollution visuelle induite par les antennes relais constituait un trouble anormal de voisinage (cf. aussi le jugement du 16 février 2009 du tribunal de grande instance de Carpentras) ;

Considérant que les antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de services publics peuvent être exonérées vu leur finalité d'intérêt général et le fait qu'ils ne poursuivent pas un but de lucre ;

Considérant que les infrastructures de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne du réseau A.S.T.R.I.D. peuvent être exonérés vu qu'elles sont exploitées principalement pour des missions de service d'utilité publique et qu'il convient d'éviter de rendre plus difficile l'exercice de ces missions en alourdissant les charges

fiscales de ce réseau ;

Considérant que cette exonération au profit des infrastructures du réseau A.S.T.R.I.D. a, d'ailleurs été suggéré par l'autorité de tutelle (Circulaire du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2006 "Taxe sur les antennes de diffusion de téléphonie mobile" (M.B. 27 juin 2006));

Considérant ensuite que le présent règlement-taxe poursuit également toutes atteintes aux façades avant des immeubles afin d'éviter toutes nuisances urbanistiques à celles-ci ; que dans cet esprit, le présent règlement vise également le placement d'appareillage de conditionnement d'air, de publicités obsolètes ou de boîtes de connexion, de communication ou de dérivation placées sur les façades avant des immeubles afin de protéger l'esthétique de ces dernières ; que certains de ces objets sont en outre prohibés par les réglementations urbanistiques ;

Considérant que les boîtes ou caissons inhérents à un système d'alarme sont également exemptés de la taxe dans la mesure où ils contribuent de manière efficace à la sécurité publique et à l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, un règlement-taxe portant d'une part, sur les nuisances visuelles et environnementales aux façades ou aux toits et d'autre part, sur les activités économiques portant atteintes à la santé publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement-taxe, il y a lieu d'entendre par :

- a) Façade avant : face extérieure d'un bâtiment où se trouve l'entrée principale de ce bâtiment et étant visible depuis l'espace public par une personne se trouvant, sur l'espace public, perpendiculairement au bâtiment ;
- b) Toit : versant avant de la surface supérieure d'un bâtiment et visible de l'espace public y compris les toits plats si l'objet de la taxe est visible de l'espace public ;
- c) Espace public : partie des biens immobiliers gérés par les pouvoirs publics en raison de leur affectation principale de fait ou de droit à une fonction de voie de communication et soumis au régime de la domanialité publique de la voirie ;
- d) Dispositif technique de conditionnement d'air : tout appareil, instrument, engin ou assemblage de pièces réunis pour contribuer au fonctionnement de tout système de climatisation ;
- e) Enseigne obsolète : toute surface destinée à servir de support à des inscriptions ou desseins, sans rapport avec les activités actuelles hébergées dans le bâtiment sur lequel elle est apposée ;
- f) Antenne : un composant d'un appareil ou d'une station radio destiné au rayonnement et/ou à la captation d'ondes radioélectriques ;
- g) Pylône et mât : tout matériel ou objet permettant de supporter, de fixer ou d'attacher par un quelconque moyen tout mode de transmission, de communication, d'émission ou de réception de sons, d'ondes ou d'images ;
- h) Redevable : titulaire du droit de propriété, du droit d'emphytéose, de superficie, possesseur (ou exploitant) de l'objet constituant l'assiette de la taxe (pylône, panneau publicitaire obsolète, etc.).

Article 3

Il est établi :

1. Une taxe annuelle sur la propriété ou l'exploitation d'antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe visible sur la façade ou sur le versant avant du toit tel que défini à l'article 2 du présent règlement ;
2. Une taxe annuelle sur les installations techniques externes de conditionnement d'air en façade avant d'un bâtiment ;
3. Une taxe annuelle sur les enseignes obsolètes fixées sur la façade avant d'un bâtiment.

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement-taxe : les boîtes d'alarme, les paraboles, boîtes et fils d'alimentation placés par la Zone de Police Bruxelles-Ouest ou par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, les panneaux solaires placés selon la réglementation urbanistique en vigueur ainsi que les antennes des services de sécurité agréés, des services de transport en commun et de radio-transmission pour les services de taxis.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé pour la durée de validité du présent règlement à :

- a) 6.900,00 EUR par antennes de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne ;
- b) 250,00 EUR par installation technique externe de conditionnement d'air, avec un plafond de 1000,00 EUR ;
- c) 250,00 EUR par enseigne obsolète, avec un plafond de 1.000,00 EUR.

Article 5

La taxe sur la propriété ou l'exploitation des antennes desservant des stations-relais de mobilophonie et tout autre système de communication, transmission, émission ou réception similaire de sons, d'ondes ou d'images ou sur la propriété d'un support pour câbles, lignes aériennes ou équipement connexe est due solidairement par l'exploitant de ces biens et par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces biens sont placés.

La taxe sur la propriété des dispositifs techniques de conditionnement d'air et sur les enseignes obsolètes est due solidairement par le propriétaire du bien immobilier sur lequel ces dispositifs sont placés et par l'exploitant de ces dispositifs.

Article 6

La situation prise en compte afin de déterminer le redevable de la taxe est celle au 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de décès, la taxe est due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaire(s).

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de l'enlèvement du bien, visé à l'article 1^{er} du présent règlement, dans le courant de l'exercice.

Article 7

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule ou, à tout le moins, le 30 novembre de l'exercice concerné.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné. A défaut d'avoir reçu cette formule, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce au plus tard le 30 septembre de l'exercice d'imposition.

Article 8

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des éléments dont la Commune dispose.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 15 février 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gezien artikel 41, 162 en 170, § 4 van de Grondwet;

Gezien artikel 117, 118 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gezien de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gezien het reglement inzake de belastingen met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 15 februari 2023 voor de dienstjaren 2023 tot 2025 inbegrepen;

Gezien de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek deze belasting wijzigt met het oog op het zich verschaffen van de financiële middelen die vereist zijn voor het uitvoeren van de opdrachten;

Gezien de noodzaak om het evenwicht tussen de inkomsten en de uitgaven van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de dienstjaren 2025 tot en met 2030 te handhaven, met behoud van een evenwichtige inning van de belastingdruk op de verschillende categorieën belastingplichtigen die hun activiteiten op het gemeentelijk grondgebied uitoefenen;

Gezien het algemeen belang inzake een gezonde stedenbouwkundige omgeving en de openbare gezondheid;

Gezien deze belasting voornamelijk gericht is op de verfraaiing van de gevels en de openbare ruimte, waaronder het dakschild vooraan van de gebouwen, die vanaf deze ruimte zichtbaar zijn, en die gelegen zijn op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de gemeentelijke overheid haar fiscale bevoegdheid ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het aan haar toekomt om, in het kader van haar fiscale autonomie en onder toezicht van de toezichhoudende overheid, de bestanddelen te bepalen van de belastingen die zij oplegt, namelijk de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waaraan zij meent te moeten voldoen, onder het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Gezien de vaststelling van zowel de belastbare materie als de belastingplichtigen deel uitmaakt van de aan het gemeentebestuur toegekende fiscale autonomie; dat het op dit gebied over een discretionaire bevoegdheid beschikt die het uitoefent door toekening te houden met zijn specifieke financiële behoeften;

Gezien het aan een gemeente is om in het kader van haar bevoegdheden een belastbare materie te kiezen die slechts bij bepaalde belastingplichtigen voorkomt, aangezien zij niet alles wat belastbaar is hoeft te belasten (en dit voor haar ook onmogelijk zou zijn); dat de uitoefening van de heffingsbevoegdheid door een gemeente tot doel heeft haar in staat te stellen haar begroting in evenwicht te houden of zelfs een zeker overschot te genereren; dat het derhalve niet gerechtvaardigd is over te gaan tot een veralgemeende belastingheffing;

Gezien het evenwel niet uitgesloten is dat de gemeenten ook doelstellingen nastreven die gericht zijn op aanmoediging of ontrading, naast de financiële drijfveer, daar waar de doelstellingen die worden nagestreefd door de invoering van een belasting in eerste instantie van financiële aard zijn ; dat, volgens de Raad van State, « geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling een gemeente verbiedt om prioritair belastingen te heffen op activiteiten waarvan ze vindt dat ze meer te bekritisieren zijn dan andere, bij het invoeren van belastingen die ingevolge de toestand van haar financiën gerechtvaardigd zijn » (arrest nr. 18.368 van 30 juni 1977);

Gezien antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht of informatie-uitwisseling via hertzische weg die belast worden, zich van andere infrastructuur onderscheiden op grond van de functies die zij vervullen, de behoeften waarin zij voorzien en de regelgeving waaraan zij zijn onderworpen;

Gezien de huidige gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht de in deze verordening bedoelde antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg te belasten, ten einde de extra inkomsten te verkrijgen die bestemd zijn voor de financiering van de uitgaven van algemeen nut waarmee de gemeente wordt geconfronteerd, en de belastingdruk op billijke wijze te verdelen, wetende dat andere belastingreglementen gericht zijn op andere categorieën belastingplichtigen;

Gezien de installaties beoogd bij de belasting bovendien bijzonder onesthetisch zijn en, binnen een eerder aanzienlijke perimeter duidelijk leiden tot visuele hinder, en zelfs het esthetisch aspect van het stadslandschap aantasten enerzijds, en meer bepaald de openbare gezondheid van de bevolking nadelig beïnvloeden, gelet op hun aantal of hun concentratie in zones die soms beperkt zijn anderzijds;

Gezien steeds vaker een beroep wordt gedaan op gemeenten en eigenaars, met name door bedrijven die, enerzijds, pylons willen plaatsen, om er antennes, masten of draagstructuren voor antennes in aan te brengen, die bestemd zijn voor de verspreiding van geluidsgolven, klank of beelden en, anderzijds, kabels of bovengrondse leidingen willen installeren, die bestemd zijn voor een gelijkaardig gebruik, waarbij het milieu en de volksgezondheid binnen een eerder aanzienlijke

perimeter nadelige gevolgen ondervinden;

Gezien antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg infrastructuren vormen waarmee een winstgevende activiteit wordt uitgeoefend, zodat het redelijk is ervan uit te gaan dat natuurlijke of rechtspersonen die actief zijn in de sector van telecommunicatie, transmissie van signalen en uitwisseling van informatie met hertzische middelen, over draagkracht beschikken om de hun opgelegde belastingen te betalen;

Gezien de omvang van de winsten die voortspuiten uit de uitbating van de netwerken voor communicatie van klank, geluidsgolven of beelden bovendien algemeen gekend is; dat de tarieven die redelijkerwijs met dit belastingreglement vastgesteld zijn, in verhouding zijn tot de winsten die met deze verschillende activiteiten gegenereerd worden (cf. EG 10 januari 2007, gepubliceerd in JLMBi (geïnformaliseerd tijdschrift voor Jurisprudentie voor Luik, Bergen en Brussel) 2007/16, pagina 661); dat de gemeente ook het recht heeft om de economische activiteiten op haar grondgebied te belasten, vooral indien deze de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Gezien de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar advies van 5 augustus 2009 duidelijk heeft aangegeven dat artikel 98 § 2, 1^e lid van de wet van 21 maart 1991 dient te worden begrepen "als het uitsluitend verbieden van belastingen – van welke aard ook – die ten doel hebben een tegenhanger te hebben voor het privaat gebruik van het openbaar domein door de operatoren voor telecommunicatie", wat ertoe leidt dat belastingen die betrekking hebben op de uitbating of de eigendom van pylonen of masten waaruit GSM-antennes worden ondersteund « geen verband houden met artikel 98 § 2, van de wet van 21 maart 1991 »(cf. Tijdschrift voor gemeentelijk recht 2009/4, pagina 18); dat het huidige belastingreglement enkel ten doel heeft de hinder te verhelpen op milieuvlak en stedenbouwkundig vlak die de gemeente ondervindt;

Gezien het belastingreglement evenmin een beperking vormt voor de ontwikkeling van netwerken voor mobilofonie, die verboden zijn door artikel 2.3 van de richtlijn 2002/77/EG van de Commissie van 16 september 2002 betreffende de mededinging op de markten voor elektronische communicatienetwerken en -diensten;

Gezien in artikel 2 van de voormelde richtlijn 2002/77/EG immers het systeem wordt vermeld dat wordt geregeld door artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatie;

Gezien het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, in zijn arrest van 8 september 2005, voor recht zegt dat « maatregelen van fiscale aard die van toepassing zijn op infrastructuur voor mobiele communicatie niet vallen onder het toepassingsgebied van artikel 3 quater van de richtlijn 90/388/EG van de Commissie van 28 juni 1990 tenzij die maatregelen rechtstreeks of onrechtstreeks operatoren die over bijzondere of uitsluitende rechten beschikken of hebben beschikt, bevoordelen ten nadele van nieuwe operatoren, en zij de mededingingssituatie merkbaar aantasten";

Gezien de afdeling wetgeving van de Raad van State, in haar advies nr. 47.011/2/V van 5 augustus 2009 over het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven waarmee men zich richt op de mogelijkheid van het innen van belastingen op pylonen en draagstructuren voor GSM-antennes ten gunste van de gemeenten (cf. Parl. Doc. K. Volksv., 2008-2009, Doc 52-1867/04, pagina 6), heeft geoordeeld dat « aangezien artikel 98, § 2 van de wet van 21 maart 1991 niet mag worden geïnterpreteerd als een verbod op de gemeentelijke reglementen waarmee het belasten van draagstructuren voor GSM-antennes als aanwijzing van economische uitbating wordt beoogd, niet dient te worden voorzien in een bepaling zoals ontwerp-artikel 2 » (zie ook de desbetreffende arresten van de EG van 10 januari 2007 NV BELGACOM MOBILE, nummers 166.441 en 166.442; desbetreffende EG 20 januari 2009 NV MOBISTAR, nummer 189.664; desbetreffende EG 21 januari 2009 NV MOBISTAR, nr. 189.702);

Gezien bij dit belastingreglement het principe van gelijkheid van behandeling wordt gerespecteerd, voor zover iedere draagstructuur, mast, pyloon of antenne voor communicatie, transmissie of emissie van geluidsgolven, beelden of klank wordt beoogd, die zich op de gebouwen bevindt, die vallen onder het privépatrimonium van de eigenaars, erfpachters of gebruikers van de oppervlakte;

Gezien de solidariteit tussen de uitbater of de eigenaar van de antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg enerzijds, en de eigenaar van het gebouw anderzijds, overigens wordt gerechtvaardigd in zoverre deze laatsten soms aanzienlijke bedragen ontvangen voor het verlenen van een eenvoudige toestemming om deze mast of pyloon op een gebouw aan te brengen;

Gezien de maatschappelijke en administratieve zetels van de bedrijven die eigenaar zijn van sommige installaties zoals bedoeld bij deze belasting zich niet op het grondgebied van de gemeente bevinden, en dat deze laatste uit deze vestigingen dus geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie haalt, ondanks de nadelen waarmee ze wordt geconfronteerd; Gezien de gemeente daarenboven het principe van voorzorg dient in acht te nemen; dat dit principe speciaal in het geding is bij emissie van geluidsgolven die de volksgezondheid nadelig kunnen beïnvloeden, gelet op de sterke toename van deze antennes op een beperkt grondgebied, en meer bepaald voor de inwoners die onder deze antennes wonen;

Gezien de gewestelijke overheid in dit verband al maatregelen heeft genomen om de hinder en de gevaren waarmee deze emissie van geluidsgolven gepaard gaat tegen te gaan, door het verminderen van de stoorcapaciteit; dat het derhalve gerechtvaardigd is dat de gemeente maatregelen neemt om de visuele hinder te beperken, die wordt veroorzaakt door deze antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg, zowel op stedenbouwkundig vlak, op milieuvlak als op het vlak van volksgezondheid ;

Gezien het voor de gemeentelijke instanties volkomen legitiem is om rekening te houden met de gerechtvaardigde bezorgdheid van de burgers, gelet op de controverse rond de schadelijke effecten die uitgaan van de relaisantennes voor GSM en de WI-FI-antennes; dat in dit verband moet worden opgemerkt dat de stad Parijs, overeenkomstig het charter dat in 2003 samen met de operatoren werd ondertekend, de limiet heeft vastgesteld op een gemiddelde van 2 V/m over 24 uur, terwijl het graafschap Salzburg de limiet heeft vastgesteld op 0,6 V/m ;

Gezien, in deze zelfde gedachtegang, de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre, in zijn vonnis van 18 september 2008 (8^e kamer nr. RG 07/02173), de firma BOUYGUES heeft veroordeeld tot het demonteren van haar relaisantennes wegens het risico van gezondheidsstoornissen, in zoverre dat dit bedrijf het ontbreken van gevaren voor de volksgezondheid niet heeft kunnen aantonen;

Gezien het hof van beroep van Versailles, in zijn arrest van 4 februari 2009, waarbij een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van Nanterre wordt bekrachtigd, van oordeel is dat blootstelling aan mogelijk gevaar leidt tot verstoring van de buurt, en hierbij het principe van voorzorg in aanmerking neemt om de operator te veroordelen tot schadevergoeding; evenzo had het hof van beroep van Bordeaux in zijn arrest van 20 september 2005 al geoordeeld dat de visuele verontreiniging die met de relaisantennes optreedt, resulteerde in een abnormale verstoring van de buurt (cf. ook het vonnis van 16 februari 2009 van de rechtbank van eerste aanleg van Carpentras);

Gezien de antennes voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg die voor militaire doeleinden of openbare diensten worden geëxploiteerd, kunnen worden vrijgesteld omdat zij het algemeen belang dienen en

geen winsttoegmerk hebben;

Gezien de infrastructuren voor telecommunicatie, signaaloverdracht en informatie-uitwisseling via hertzische weg van het A.S.T.R.I.D.-netwerk kunnen worden vrijgesteld, aangezien zij hoofdzakelijk worden geëxploiteerd voor taken van openbaar nut en dat moet worden vermeden dat de uitoefening van deze taken wordt bemoeilijkt door een verhoging van de fiscale lasten van dit netwerk;

Gezien deze vrijstelling ten gunste van de infrastructuren van het A.S.T.R.I.D.-netwerk overigens door de toezichhoudende overheid is voorgesteld ("Omzendbrief van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 april 2006 "Belasting op de uitzendantennes voor de mobiele telefonie" (B.S. 27 juni 2006));

Gezien met dit belastingreglement ook alle schade aan voorgevels van gebouwen wordt vervolgd, om zodoende alle stedenbouwkundige hinder te voorkomen; dat, in dezelfde geest, met dit reglement ook het aanbrengen van aircotoestellen, verouderde publiciteit of kasten voor aansluiting, communicatie of aftakking worden beoogd, die op de voorgevels van de gebouwen worden aangebracht, om deze laatste op esthetisch vlak te beschermen; dat sommige van deze voorwerpen bovendien door de stedenbouwkundige reglementering verboden zijn;

Gezien de aan een alarmsysteem inherente dozen of omhulsels eveneens van de belasting zijn vrijgesteld voor zover zij daadwerkelijk bijdragen tot de openbare veiligheid en het algemeen belang;

Gezien de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een belastingreglement met betrekking op, enerzijds, visuele en milieuhinder ter hoogte van de gevels en de daken en, anderzijds, op de economische activiteiten die de openbare gezondheid nadelig beïnvloeden;

Artikel 2

Voor de toepassing van het onderhavig belastingreglement, dient te worden verstaan onder:

- a) Voorgevel: buitenzijde van een gebouw waar zich de hoofdingang van dit gebouw bevindt, die zichtbaar is vanaf de openbare ruimte voor een persoon die zich, verticaal ten opzichte van het gebouw, in de openbare ruimte bevindt;
- b) Dak: helling vooraan die deel uitmaakt van het buitenoppervlak van een gebouw, en zichtbaar is vanaf de openbare ruimte, met inbegrip van de platte daken indien het voorwerp van de belasting zichtbaar is vanaf de openbare ruimte;
- c) Openbare ruimte: gedeelte van de gebouwen die worden beheerd door de openbare instanties omwille van hun feitelijke hoofdbestemming of hun hoofdbestemming van rechtswege als verkeersweg, onderworpen aan de regeling voor het openbaar domein van het wegennet;
- d) Technisch aircotoestel: ieder toestel, instrument, apparaat of geassembleerd geheel van stukken die samengevoegd zijn om bij te dragen tot de werking van om het even welk aircosysteem;
- e) Verouderd uithangbord: ieder vlak dat bestemd is om dienst te doen als draagstructuur voor inscripties of patronen, zonder dat er enig verband is met de huidige activiteiten die ondergebracht zijn in het gebouw waarop dit aangebracht wordt;
- f) Antenne: een onderdeel van een radiotoestel of -station dat bestemd is voor het uitzenden en/of ontvangen van radiogolven;
- g) Pyloon en mast: alle materiaal of ieder voorwerp waarmee iedere modus voor transmissie, communicatie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden met om het even welk middel kan worden ondersteund, afgesteld of aangezet;
- h) Belastingplichtige: houder van het eigendomsrecht, erfpachtrecht, opstalrecht, bezitter (of uitbater) van het voorwerp dat de grondslag van de belasting bepaalt (pyloon, verouderd reclamebord, enz.).

Artikel 3

Er wordt opgesteld:

1. Een jaarlijkse belasting op de eigendom of uitbating van antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en ieder ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen, die zichtbaar zijn op de gevel of op de dakhelling vooraan, zoals omschreven in artikel 2 van dit reglement;
 2. Een jaarlijkse belasting op de technische buiteninstallaties voor airconditioning op de voorgevel van een gebouw;
 3. Een jaarlijkse belasting op de verouderde uithangborden die op de voorgevel van een gebouw aangebracht zijn;
- Vallen niet onder de toepassing van dit belastingreglement : de alarmkasten, paraboolantennes, voedingskasten en -kabels die door de Politiezone Brussel West of de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aangebracht zijn, de zonnepanelen die conform de van kracht zijnde stedenbouwkundige reglementering geplaatst zijn, en de antennes van de erkende veiligheidsdiensten, van de diensten van het openbaar vervoer en de radiotransmissie voor de taxidiensten.

Artikel 4

Het belastingtarief wordt vastgesteld op:

- a) 6.900,00 EUR per antenne voor telecommunicatie, signaaloverdracht of informatie-uitwisseling via hertzische weg;
- b) 250,00 EUR per technische buiteninstallatie voor airconditioning, met een plafond van 1.000,00 EUR;
- f) 250,00 EUR per verouderd uithangbord, met een plafond van 1.000,00 EUR.

Artikel 5

De belasting op de eigendom of uitbating van antennes die relaisstations van mobilofonie bedienen, en om het even welk ander gelijkaardig systeem voor communicatie, transmissie, emissie of ontvangst van klank, geluidsgolven of beelden, of op de eigendom van een draagstructuur voor kabels, bovengrondse leidingen of aanverwante voorzieningen is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater van deze gebouwen, en door de eigenaar van het onroerend goed waarop deze goederen aangebracht worden.

De belasting op het eigendom van de technische toestellen voor airconditioning, op de verouderde uithangborden is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van het gebouw waarop deze toestellen worden geplaatst, en door de uitbater van deze toestellen.

Artikel 6

De toestand waarmee rekening wordt gehouden bij het bepalen wie de belasting verschuldigd is, is de toestand op 1 januari van het betrokken dienstjaar.

Bij versnippering van het eigendomsrecht ingevolge een transfer tussen levenden of wegens overlijden, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de vruchtgebruiker en de naakte eigenaar(s).

De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar, ongeacht de datum waarop het gebouw zoals bedoeld in artikel 1 van dit

reglement in de loop van het dienstjaar weggehaald is.

Artikel 7

Het Gemeentebestuur zendt aan de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze laatste, volledig ingevuld en ondertekend, dient terug te sturen vóór de vervaldatum die op het genoemd formulier vermeld is of, on zijn minste de 30 november van het betrokken dienstjaar.

De belastingplichtige die geen formulier heeft ontvangen, dient ten laatste op 31 december van het betrokken dienstjaar om dit formulier te verzoeken. Indien de belastingplichtige dit formulier niet heeft ontvangen, dient hij bij het Gemeentebestuur alle elementen aan te geven die vereist zijn voor de belastingheffing, dit uiterlijk voor 30 september van het belastingjaar.

Artikel 8

Niet-aangifte binnen de vastgestelde termijnen, of een niet-correcte, onvolledige, of onnauwkeurige aangifte leidt tot het ambtshalve ten kohier brengen van de belasting op basis van de elementen waarover de Gemeente beschikt.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

Bij ontstentenis van betaling van de belasting binnen de termijn is een interest op het vastgesteld tarief voor directe belastingen verschuldigd, terwijl deze interest wordt berekend per kalendermaand. Deze berekening gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldag.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumgegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 15 februari 2023.

Verzending van deze beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

6 **Taxes communales - Règlement-redevance relatif à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;
Vu le Règlement Général de Police;
Vu le Règlement relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux ;
Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire du domaine public ;
Revu le règlement-redevance relatif à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement établi par décision du Conseil communal du 19 juin 2024 ;
Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement ainsi que de dispositifs de sécurisation de voirie, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics désirant réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique à l'occasion de mariages, fêtes, funérailles, déménagements, travaux, etc..;
Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de dispositifs anti-stationnement, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics soucieux de garantir l'accès de l'entrée carrossable ou l'intégrité du trottoir de leur immeuble ;
Considérant que le placement et la mise à disposition de signaux routiers, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement entraînent des charges croissantes pour l'administration communale, aussi bien en termes de personnel que de matériel ;
Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exemption de la redevance pour le placement et la mise à disposition de signaux routiers ou de dispositifs de sécurisation de voirie, notamment lorsque ce placement ou cette mise à disposition par la Commune sont effectués dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général ;
Considérant qu'il y a lieu de supprimer de l'actuel règlement les marquages en peinture et de ne conserver que les marquages en thermoplastique ;
Qu'il y a également lieu d'adapter les tarifs relatifs aux dispositifs anti-stationnement afin que le coût supporté par les habitants corresponde au prix coûtant des matériaux ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il sera perçu, selon les modalités définies ci-après, une redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Article 2

Le présent règlement s'applique à toute personne physique ou morale ou organisme qui demande à l'Administration communale de procéder à la fourniture et/ou au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Il y a lieu d'entendre par :

1. Signaux routiers d'interdiction de stationnement :

- a. Panneaux E1 (stationnement interdit)
- b. Panneaux E3 (arrêt et stationnement interdits)

2. Dispositifs de sécurisation de voirie :

- a. Panneaux de signalisation
- b. Barrière Nadar
- c. Lampe jaune orange clignotante sur pied
- d. Lampe jaune orange clignotante sans pied
- e. Petit matériel non réutilisable tel que ruban de signalisation
- f. Cône de balisage routier

3. Dispositifs anti-stationnement sur la voirie :

- a. Marquage au sol d'une zone d'évitement
- b. Marquage au sol du panneau E1 (stationnement interdit)
- c. Marquage au sol du panneau E3 (arrêt et stationnement interdits)
- d. Fourniture et placement de potelet ou autre dispositif

4. Demandeur :

- a. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement ;
- b. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de dispositifs de sécurisation de voirie
- c. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès de l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

5. Zone d'évitement :

Marquage au sol d'une zone d'évitement constitué de lignes parallèles obliques de couleur blanche, délimité par une ligne blanche continue, sur lequel les conducteurs ne peuvent circuler, ni s'arrêter, ni se garer, conformément à l'art. 77.4 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code de la route) et à l'art. 19.3 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière (Code du gestionnaire de voirie).

A. Fourniture et placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement visant à réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique.

Article 3

Le montant de la redevance est fixé à 50,00 EUR par signal routier et par jour. Ce montant comprend le chargement, le transport, le placement et l'enlèvement aux endroits demandés du matériel de signalisation ad hoc.

Article 4

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 5

Sont exemptés du paiement de la redevance:

- Le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

- La division de Police de Molenbeek-Saint-Jean ;
- Les conseils consultatifs ;
- Le Logement Molenbeekois ;
- La Cocolo ;
- Les écoles situées sur le territoire communal ;
- Les associations de parents d'élèves pour les événements organisés dans le cadre de leurs missions ;
- Les associations, y compris les associations de fait, les groupements, qui ont une vocation philanthropique, culturelle, sportive, ou sociale en lien avec la Commune ;
- Les personnes morales, quelles que soient leur forme et leur nature, qui:

1. ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

2. sont dotées d'une personnalité juridique, et dont

-soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

-soit la gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes de droit public ;

-soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

- Les organismes publics qui sollicitent le placement de ces signaux dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement;
- L'Etat, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 6

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 7

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des signaux routiers, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des signaux routiers n'ait été effectué.

Article 8

Le placement des signaux routiers d'interdiction de stationnement est effectué 48 heures à l'avance, pour autant que le demandeur se soit acquitté de la redevance dans les délais impartis.

Article 9

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 10

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

B. Fourniture et placement de dispositifs de sécurisation de voirie.

Article 11

Lorsque pour des raisons de sécurité, la Commune doit placer une signalisation adéquate, une redevance de 30,00 EUR est réclamée par jour et par panneau de signalisation ainsi qu'un montant de

15,00 EUR par jour par barrière Nadar placée sur la voie publique.

Le placement d'une lampe jaune orange clignotante sur pied se chiffre à 25,00 EUR par jour, celui d'une pareille lampe sans pied se chiffre à 20,00 EUR par jour.

L'utilisation de petit matériel non réutilisable, tel le placement d'un ruban de signalisation, est porté en compte à concurrence d'une somme forfaitaire de 10,00 EUR, quelle que soit la durée de son utilisation.

Un cône de balisage routier est compté à raison de 10,00 EUR par jour.

Article 12

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 13

Sont exemptés du paiement de la redevance :

- Le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;
- La division de Police de Molenbeek-Saint-Jean ;
- Les conseils consultatifs ;
- Le Logement Molenbeekois ;
- La Cocolo ;
- Les écoles situées sur le territoire communal ;
- Les associations de parents d'élèves pour les événements organisés dans le cadre de leurs missions ;
- Les associations, y compris les associations de fait, les groupements, qui ont une vocation philanthropique, culturelle, sportive, ou sociale en lien avec la Commune ;
- Les personnes morales, quelles que soient leur forme et leur nature, qui :

1. ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

2. sont dotées d'une personnalité juridique, et dont

-soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

-soit la gestion est soumise à un contrôle de l'Etat, des collectivités territoriales ou des organismes de droit public ;

-soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par l'Etat, les collectivités territoriales ou les organismes de droit public ;

- Les organismes publics qui sollicitent le placement de ces dispositifs de sécurisation de voirie dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- Les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement ;
- L'Etat, les provinces, la Région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 14

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 15

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des dispositifs de sécurisation de voirie, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à

sa demande avant que le placement des dispositifs de sécurisation de voirie n'ait été effectué.

Article 16

Tout dispositif de sécurisation de voirie est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 17

Tout dispositif de sécurisation de voirie placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

C. Fourniture et placement sur la voirie de dispositifs anti-stationnement visant à empêcher le stationnement gênant à proximité et devant les accès carrossables ou sur les trottoirs

Article 18

Les dispositifs anti-stationnement seront placés à la demande exclusive du propriétaire ou de la copropriété (sur présentation du PV de l'Assemblée générale l'y habilitant) de l'accès carrossable ou de l'immeuble à hauteur duquel le dispositif anti-stationnement est souhaité.

Article 19

Les différentes formules et leur tarif, sont les suivants :

I. Marquage au sol en thermoplastique :

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
1. Marquage au sol ou rafraichissement de marquage au sol	
A- Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m)	175,00 EUR
B- Marquage de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m)	350,00 EUR
C- Autre type de marquage au sol	120,00 EUR par mètre courant
2. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraichissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	200,00 EUR

II. Potelet ou autre dispositif

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
--------------------------------------	-------------------------

A. <u>Voies carrossables</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif uniquement en cas de présence du marquage au sol de la zone d'évitement	200,00 EUR
B. <u>Voies piétonnes</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif	150,00 EUR

Article 20

Le montant total de la redevance est dû par la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès carrossable ou l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

Article 21

Aucune exonération n'est possible pour cette redevance.

Article 22

Le demandeur introduit sa demande par écrit.

Les formulaires de demande sont disponibles en version papier au service Accueil de l'Administration communale ainsi qu'au service communal de la Mobilité. Les formulaires visés ci-avant sont également téléchargeables sur le site internet communal via le lien « règlements communaux ».

Les formulaires et documents requis pour le traitement de la demande devront être envoyés à l'Administration communale soit par courrier, au n°20 de la rue du Comte de Flandre à 1080 Bruxelles, à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, soit par voie électronique, à l'adresse email du service concerné.

Article 23

Dès réception d'une demande complète, le Collège des Bourgmestre et Echevins examinera la faisabilité de la demande et statuera sur celle-ci.

Article 24

Le Collège des Bourgmestre et Echevins autorise ou refuse, souverainement, la fourniture et le placement de dispositifs anti-stationnement, compte tenu des nécessités de la circulation locale, de la configuration des lieux, de l'avis des services techniques communaux et des réglementations en vigueur.

Article 25

L'Administration communale notifiera par courrier au demandeur la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins quant à la possibilité du placement du/des dispositif(s) et, s'il y a lieu, la formule retenue ainsi que le montant de la redevance. Ce courrier sera accompagné d'une invitation à payer qui mentionnera les délais et modalités de paiement de la redevance.

La redevance est due à partir de la notification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins faisant droit à la demande.

A défaut de paiement de la redevance à l'échéance mentionnée sur l'invitation à payer, le(s) dispositif(s) accordé(s) par le Collège des Bourgmestre et Echevins ne sera/seront pas placés.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonce à sa demande avant que le placement des dispositifs n'ait été effectué.

Article 26

Le(s) dispositif(s) anti-stationnement est/sont placé(s), par les soins de l'Administration communale ou de son entrepreneur, dans le courant du mois qui suit la réception du paiement, sauf circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté de la commune dont les conditions atmosphériques.

Article 27

Tout dispositif anti-stationnement placé sans autorisation sera enlevé par l'Administration communale ou son entrepreneur.

Article 28

La Commune procédera à l'enlèvement de tout dispositif anti-stationnement qui aurait été endommagé par tout fait de l'homme, des choses ou de la nature.

L'Administration communale se réserve le droit de procéder d'office au rafraîchissement des marquages aux frais des personnes à qui incombent l'entretien et le maintien de l'état de propreté des trottoirs et accotements en vertu du Règlement Général de Police, dans le cas où ceux-ci deviennent invisibles, afin d'éviter que le dispositif anti-stationnement non signalé par un marquage type zone d'évitement ne représente un danger pour les usagers de la voie publique.

Article 29

La fourniture des dispositifs anti-stationnement est accordée à titre précaire ; elle peut être révoquée à tout moment, par décision motivée du Collège des Bourgmestre et Échevins. Dans ce cas, les potelets et/ou les marquages au sol seront enlevés d'office par l'Administration communale, à ses propres frais.

Article 30

Les dispositifs anti-stationnement peuvent également être enlevés à la requête du demandeur (propriétaire ou copropriété), sans remboursement de la redevance, après décision favorable du Collège des Bourgmestre et Échevins. Le demandeur devra cependant supporter les frais d'enlèvement.

Article 31

Les frais d'enlèvement, de rafraîchissement du/des dispositif(s) et de réparation de voiries seront supportés par le propriétaire/la copropriété disposant, au moment de l'enlèvement ou de la réparation du/des dispositif(s), d'un droit réel sur l'entrée carrossable ou sur l'immeuble se situant à hauteur du dispositif. Les frais seront calculés conformément au règlement communal relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux en vigueur ou sur la base de la facture de son entrepreneur.

Article 32

Lorsque le demandeur n'a plus de lien avec l'entrée carrossable ou le trottoir protégé par un dispositif placé par l'Administration communale, par exemple en cas de vente du garage dont l'entrée carrossable est concernée par le dispositif anti-stationnement, il le signale par écrit à l'Administration communale ainsi qu'à l'acquéreur du bien. La responsabilité du dispositif est donc transférée au nouveau propriétaire ou copropriété.

Article 33

Le présent règlement abroge et remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement fixant la redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement, établi par décision du Conseil communal du 19 juin 2024.

Gemeentebelastingen - Retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41 en 162 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Algemeen Politierglement van de gemeente;

Gelet op het reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten van de gemeentediensten;

Gelet op het belastingsreglement op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein;

Herzien het retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 19 juni 2024;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing zowel van verkeerstekens voor parkeerverbod als van veiligheidsvoorzieningen voor wegen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen uitgaan, om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren, ter gelegenheid van huwelijk, feesten, begrafenis, verhuizingen, werken, enz.;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen bezorgd de toegang aan de berijdbaar ingang of de integriteit van het voetpad van hun gebouw te verzekeren uitgaan;

Overwegende dat de levering en de ter beschikking stelling van verkeerstekens voor parkeerverbod, van veiligheidsvoorzieningen voor wegen en van anti-parkeervoorzieningen hebben ten gevolge stijgende lasten voor het gemeentebestuur, zowel ten opzichte van personeelskosten als ten opzichte van materiaalkosten;

Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze retributie voor de plaatsing en de ter beschikking stelling van verkeerstekens of veiligheidsvoorzieningen voor wegen met name wanneer deze plaatsing of deze ter beschikking stelling uitgevoerd worden in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;

Overwegen dat vermarkeringen uit de huidige regelgeving moeten worden verwijderd en dat alleen thermoplastische markeringen moeten worden gehandhaafd;

Dat het ook nodig is om de prijzen met betrekking tot antiparkeervoorzieningen zodanig aan te passen dat de kosten voor de bewoners overeenkomen met de kostprijs van de materialen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

-
Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder beschreven modaliteiten, betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen.

-
Artikel 2

Dit reglement betreft elke natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen of anti-parkeervoorzieningen op wegen te leveren en/of te plaatsen.

Het dient verstaan te worden onder:

1. Verkeerstekens voor parkeerverbod:

- a. E1-verkeersborden (parkeren verboden)
- b. E3-verkeersborden (stilstaan en parkeren verboden)

2. Veiligheidsvoorzieningen voor wegen:

- a. Verkeersborden
- b. Nadarhekken
- c. Knipperende oranje-gele staanlamp
- d. Knipperende oranje-gele lamp zonder voet
- e. Niet- herbruikbaar klein materiaal zoals signalisatielint
- f. Verkeerskegel voor de wegbebakening

3. Anti-parkeervoorzieningen op wegen:

-

- a. Markering van een verdrijvingsvlak op de grond
- b. Markering van het E1-verkeersbord (parkeren verboden) op de grond
- c. Markering van het E3-verkeersbord (stilstaan en parkeren verboden) op de grond
- d. Levering en plaatsing van een paaltje of andere voorziening

4. Aanvrager:

- a. de natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor

parkeerverbod te leveren en te plaatsen;

b. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt veiligheidsvoorzieningen voor wegen te leveren en te plaatsen;

c. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt anti-parkeervoorzieningen vóór de ingang van het gebouw te leveren en te plaatsen waarvoor hij over een zakelijk recht beschikt.

5. Verdrijvingsvlak:

Markering van een verdrijvingsvlak op de grond, bestaande uit witte evenwijdige schuine strepen, afgebakend met een doorlopende witte streep, waarop bestuurders niet mogen rijden, noch stilstaan, noch parkeren, overeenkomstig art. 77.4 van Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Wegcode) en art. 19.3 van Ministerieel Besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens (Code van de wegbeheerder);

A. Levering en plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren.

-

Artikel 3

De retributie bedraagt 50,00 EUR per verkeersteken en per dag. Dit bedrag omvat het laden, het vervoer, het plaatsen en het weghalen op de gevraagde plaatsen van het nodige signalisatiemateriaal.

Artikel 4

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienstverlening bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

-

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- Het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- De Politieafdeling van Sint-Jans-Molenbeek;
- De adviesraden;
- De Molenbeekse Huisvestingsmaatschappij;
- Cocolo (adviesraad van de huurders);
- De scholen gelegen op het gemeentelijk grondgebied;
- De verenigingen van ouderraden voor de evenementen georganiseerd in het kader van hun opdrachten;
- De verenigingen, met inbegrip van de feitelijke verenigingen, de groeperingen met filantropisch, cultureel, sportief of sociaal doel die een verband hebben met de Gemeente;
- De rechtspersonen, ongeacht hun vorm en natuur, die:
 1. gevestigd zijn om specifiek aan behoeften van algemeen belang te voldoen met een doel anders dan industrieel of commercieel, en
 2. van de juridische persoonlijkheid genieten en van wie:
 - ofwel de activiteit grotendeels gefinancierd wordt door de Staat, territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
 - ofwel het beheer onderworpen is aan een toezicht van de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
 - ofwel meer dan de helft van de leden van het beheer-, bestuurs- of toezichtsorgaan aangesteld zijn door de Staat, de territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
- de openbare organismen die de plaatsing van dergelijke tekens verzoeken in het kader van een opdracht voor beveiliging of onderhoud van het openbaar domein;
- de gewestelijke of plaatselijke erkende bedrijven die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

-

Artikel 6

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan verwezen worden tot het belastingsreglement op het gebruik van het openbaar domein, naargelang de verschillende gevallen die daarin beschreven zijn.

- Artikel 7

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de verkeerstekens, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de afgifte van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek zou intrekken voordat de plaatsing van de verkeerstekens uitgevoerd wordt.

Artikel 8

De plaatsing van de verkeerstekens voor parkeerverbod wordt 48 uur op voorhand uitgevoerd, op voorwaarde dat de retributie binnen de verleende termijnen betaald werd door de aanvrager.

Artikel 9

Alle verkeerstekens betreffende het verbod van parkeren worden door het Gemeentebestuur geplaatst en weggehaald.

Artikel 10

Alle verkeersteken betreffende het verbod van parkeren die zonder toelating van het Gemeentebestuur worden geplaatst, zullen door de laatstgenoemde weggehaald worden.

- **B. Levering en plaatsing van veiligheidsvoorzieningen voor wegen.**

- Artikel 11

Wanneer de Gemeente om veiligheidsredenen een aangepaste signalisatie moet plaatsen, wordt een retributie van 30,00 EUR per dag en per verkeersbord vereist, alsook een bedrag van 15,00 EUR per dag en per Nadarhek dat op de openbare weg geplaatst wordt.

De plaatsing van een knipperende oranje-gele staanlamp bedraagt 25,00 EUR per dag; deze van een dergelijke lamp zonder voet bedraagt 20,00 EUR per dag.

Het gebruik van niet-herbruikbaar klein materiaal, zoals de plaatsing van een signalisatielint, wordt berekend ten bedrage van een forfaitair bedrag van 10,00 EUR, ongeacht de gebruiksduur ervan.

Voor een verkeerskegel voor de wegbebakening wordt 10,00 EUR per dag aangerekend.

- Artikel 12

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienst bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

Artikel 13

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- Het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- De Politieafdeling van Sint-Jans-Molenbeek;
- De adviesraden;
- De Molenbeekse Huisvestingsmaatschappij;
- Cocolo (adviesraad van de huurders);
- De scholen gelegen op het grondgebied van de gemeente;
- De verenigingen van ouderraden voor de evenementen georganiseerd in het kader van hun opdrachten;
- De verenigingen, met inbegrip van de feitelijke verenigingen, de groeperingen met filantropisch, cultureel, sportief of sociaal doel die een verband hebben met de Gemeente;
- De rechtspersonen, ongeacht hun vorm en natuur, die:
 1. gevestigd zijn om specifiek aan behoeften van algemeen belang te voldoen met een doel anders dan industrieel of commercieel, en
 2. van de juridische persoonlijkheid genieten en van wie:
 - ofwel de activiteit grotendeels gefinancierd wordt door de Staat, territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;

- ofwel het beheer onderworpen is aan een toezicht van de Staat, territoriale collectiviteiten of organismen van publiek recht;
- ofwel meer dan de helft van de leden van het beheer-, bestuurs- of toezichtsorgaan aangesteld zijn door de Staat, de territoriale collectiviteiten of de organismen van publiek recht;
- de openbare organismen die de plaatsing van dergelijke tekens verzoeken in het kader van een opdracht voor beveiliging of onderhoud van het openbaar domein;
- de gewestelijke of plaatselijke erkende bedrijven die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 14

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan verwezen worden naar het belastingsreglement op het gebruik van het openbaar domein, naargelang de verschillende gevallen die daarin beschreven zijn.

Artikel 15

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de bevestiging van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek intrekt voordat de plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen uitgevoerd wordt.

Artikel 16

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen wordt door het Gemeentebestuur geplaatst en weggehaald.

Artikel 17

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen die zonder toelating van het Gemeentebestuur wordt geplaatst, zal door de laatstgenoemde weggehaald worden.

C. Levering en plaatsing op de wegen van anti-parkeervoorzieningen om het hinderlijk parkeren vlakbij en voor de berijdbare toegangen of op de voetpaden te verhinderen.

Artikel 18

De anti-parkeervoorzieningen worden geplaatst op exclusief verzoek van de eigenaar of van de mede-eigenaar (op overlegging van het PV van de Algemene Vergadering dat haar bevoegd verklaart) van de berijdbare toegang of het gebouw ter hoogte waarvan de anti-parkeervoorziening gewenst is.

Artikel 19 De verschillende bestaande formules en hun prijzen zijn de volgende:

I. Grondmarkering in thermoplastiek

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
1. Grondmarkering of opfrissing van bestaande grondmarkering	
A. Markering aan één kant van de berijdbare toegang (lengte = 1,5m)	175,00 EUR
B. Markering aan de twee zijden van de berijdbare toegang (lengte = 2 X 1,5m)	350,00 EUR
C. Andere soorten grondmarkeringen	120,00 EUR per lopende meter
2. Grondmarkering van het logo E1/E3 of opfrissing van bestaand logo E1/E3 (signalisatie betreffende de stilstand en/of het parkeren - diameter 1m)	200,00 EUR

II. Paal of ander soort voorziening

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
A. <u>Berijdbare wegen</u> Levering en plaatsing van een paaltje of een ander soort anti-parkeervoorziening uitsluitend in geval van een bestaande grondmarkering voor het verdrijvingsvlak	200,00 EUR
B. <u>Voetgangerszone</u> Levering en installatie van een paaltje of een ander soort anti-parkeervoorziening.	150,00 EUR

Artikel 20

De natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de instelling die de levering en de plaatsing van de anti-parkeervoorziening voor de berijdbaar toegang of voor het gebouw waarvoor hij/ze over een zakelijk recht beschikt is verschuldigd van de totale bedrag van de retributie.

-

Artikel 21 Voor deze retributie is geen vrijstelling mogelijk.

-

Artikel 22

De aanvrager dient zijn aanvraag schriftelijk in.

De aanvraagformulieren zijn beschikbaar in papieren versie bij de Onthaaldienst van het Gemeentebestuur alsook bij de gemeentedienst Mobiliteit. Deze formulieren kunnen eveneens gedownload worden via de website van de gemeente en de link "gemeentelijke reglementen".

De formulieren en documenten gevraagd voor de behandeling van de aanvraag dienen naar het Gemeentebestuur verzonden te worden, hetzij per brief naar Graaf van Vlaanderenstraat 20 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, hetzij via de elektronische weg, naar het e-mailadres van de betrokken dienst.

-

Artikel 23

Na ontvangst van een volledige aanvraag, onderzoekt het College van Burgemeester en Schepenen de uitvoerbaarheid van deze aanvraag en neemt hiervoor een beslissing.

-

Artikel 24

Het College van Burgemeester en Schepenen, laat toe of weigert, soeverein, de levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen, rekening houdend met de behoeften van het lokale verkeer, de configuratie van de omgeving, het advies van de gemeentelijke technische diensten en de van kracht zijnde reglementeringen.

-

Artikel 25

Het gemeentebestuur betekent de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen per brief aan de aanvrager betreffende de mogelijkheid van de plaatsing van de voorziening(en) en, zo nodig, de weerhouden formule en het bedrag van de retributie. Dit schrijven wordt vergezeld door een uitnodiging tot betaling met vermelding van de termijnen en modaliteiten van de betaling van de retributie.

De retributie is verschuldigd vanaf de betekening van het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het verzoek is toegewezen.

Bij de niet-betaling van de retributie op de vervaldatum vermeld op de uitnodiging tot betaling, wordt/worden de voorziening(en) verleend door het College van Burgemeester en Schepenen niet geplaatst.

Er wordt geen terugbetaling van de retributie verleend in de veronderstelling dat de aanvrager zou afzien van zijn aanvraag voordat de plaatsing van de voorzieningen plaatsvindt.

Artikel 26

De anti-parkeervoorziening(en) wordt/worden geplaatst, door het Gemeentebestuur of zijn aannemer, in de loop van de maand die volgt op de ontvangst van de betaling, uitgezonderd bij onvoorziene omstandigheden onafhankelijk van de wil van de gemeente, waaronder weersomstandigheden.

-

Artikel 27

Elke zonder toelating geplaatste anti-parkeervoorziening wordt weggehaald door het Gemeentebestuur of zijn aannemer.

-

Artikel 28

De Gemeente gaat over tot het weghalen van alle anti-parkeervoorziening die zouden beschadigd zijn door mensen, objecten of de natuur.

Het Gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om ambtshalve over te gaan tot de opfrissing van markeringen op de kosten van mensen aan wie het onderhoud en het behoud toekomt van de properheid van de voetpaden en bermen krachtens het Algemeen Politierglement, in geval deze markeringen onzichtbaar worden, om te vermijden dat de anti-parkeervoorziening die door een markering type verdrijvingsvlak niet wordt gesignaleerd een gevaar vormt voor de gebruikers van de openbare weg.

-

Artikel 29

De levering van de anti-parkeervoorzieningen gebeurt bij wijze van gunst; dit kan steeds ingetrokken worden, via gemotiveerd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. In dit geval worden de paaltjes en/of grondmarkeringen ambtshalve weggehaald door het Gemeentebestuur, op zijn kosten.

Artikel 30

De anti-parkeervoorzieningen kunnen eveneens op verzoek van de aanvrager (eigenaar of mede-eigendom) weggehaald worden, zonder terugbetaling van de retributie, na positief besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. De aanvrager dient evenwel de kosten voor het weghalen te betalen.

Artikel 31

De kosten voor het weghalen, de opfrissing van de voorziening(en) en voor het herstel van de wegen worden gedragen door de eigenaar/het mede-eigendom zullen door de eigenaar/mede-eigendom die/dat op het ogenblik van het weghalen of het herstel van de voorziening(en) over een zakelijk recht beschikt op de berijdbare toegang of op het gebouw gelegen ter hoogte van de voorziening. De kosten worden berekend conform het van kracht zijnde gemeentelijk reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten van de gemeentelijke diensten of op basis van de factuur van zijn ondernemer.

Artikel 32

Wanneer de aanvrager niet langer te maken heeft met de berijdbare toegang of het beschermde voetpad via een voorziening geplaatst door het Gemeentebestuur, bijvoorbeeld in geval van verkoop van de garage waarvan de berijdbare toegang te maken heeft met de anti-parkeervoorziening, dient hij dit schriftelijk mee te delen aan het Gemeentebestuur alsook aan de koper van het goed. De verantwoordelijkheid van de voorziening wordt dan overgedragen aan de nieuwe eigenaar of het nieuwe mede-eigendom.

Artikel 33

Dit reglement heft op en vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement tot vaststelling van de retributie op de technische dienstverlening bewezen door het gemeentebestuur, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 19 juni 2024.

7 **Taxes communales - Taxe sur les pompes distributrices de carburants et sur les bornes de recharges rapides hors voirie - Exercices 2026 à 2030 - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les pompes distributrices de carburants, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens

financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;
Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les appareils distributeurs de carburant et les bornes de recharges rapides de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les pompes distributrices de carburants pour véhicules automobiles, fixes ou mobiles, accessibles au public et installées sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.

Il est également établi au profit de la commune pour les exercices 2026 à 2030 inclus une taxe annuelle sur les bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, situées hors voirie et accessibles au public (ci-après : « bornes »).

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- Pompe mobile : appareil distributeur dont le réservoir, le compteur et le système d'approvisionnement peuvent être déplacés en permanence comme un ensemble.
- Pompe automatique : appareil distributeur permettant de manière permanente ou non, le paiement de l'approvisionnement au moyen de la monétique.
- Bornes de recharges rapides : toute borne de recharge pour véhicule électrique offrant une capacité de charge supérieure à 22 kW.
- Hors voirie : situé sur des espaces privés accessibles au public, tels que notamment les parkings d'entreprises ou supermarchés.

Article 3

Pour la durée de validité du présent règlement, le montant de la taxe est fixé, par bec verseur ou borne à :

- a. Pompe mobile : 170,00 EUR.
- b. Pompe fixe manuelle : 700,00 EUR.
- c. Pompe fixe automatique : 2.000,00 EUR.
- d. Point de charge de la borne : 500,00 EUR

Article 4

§1. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour l'ensemble des objets taxables visés par le présent règlement quelle que soit la date du placement ou du retrait, au cours de l'exercice d'imposition, des objets visés par le présent règlement ;

§2. Par dérogation, en cas de changement en cours d'exercice d'imposition du titulaire de droit ou de personne physique ou morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents titulaires de droit réel ou des différentes personnes physiques ou morales exploitantes, en proportion du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel ou qu'elles auront été exploitantes.

§3. Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

§4. Cette mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n'est pas automatique et il appartient au redevable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition d'informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

Article 5

La taxe n'est pas due :

- a. Pour les pompes qui ne sont pas accessibles au public ;
- b. Pour les pompes installées dans une propriété privée (garage ou établissement similaire) et qui ne sont ni visibles ni annoncés de l'extérieur, ni utilisés pour l'approvisionnement de véhicules de passage ;
- c. Pour les pompes permettant d'alimenter les véhicules, en :
 - Gaz naturel
 - Biogaz
 - LPG (Liquified Petroleum Gas).

Article 6

§1. La personne physique ou morale qui exploite le distributeur de carburant ou la borne est redevable de la taxe.

§2. Le gérant de l'établissement, personne physique ou morale, qui dispose des distributeurs ou des bornes est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Article 7

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule, au ou plus tard, le 30 novembre de l'exercice concerné. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Gemeentebelastingen - Belasting op de brandstofpompen en snelladers voor elektrische auto's buiten de openbare weg - Dienstjaren 2026 tot en met 2030 - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de brandstofpompen, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht brandstofautomaten en snelladers voor elektrische voertuigen te belasten om extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene nutsvoorzieningen die de gemeente moet dragen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een belasting geheven op de brandstofpompen voor voertuigen, vast of verplaatsbaar, toegankelijk voor het publiek en geplaatst op de openbare weg of op een privé terrein langs de openbare weg.

Er wordt ook ten bate van de gemeente voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een belasting geheven op de snelladers voor elektrische voertuigen, die zich buiten de openbare weg bevinden en toegankelijk zijn voor het publiek (hierna: "oplaadpunten").

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement verstaat men onder:

- Beweegbare pomp: apparaat waarvan de tank, de teller en het bevoorradingsstelsel permanent kunnen verplaatst worden als een geheel;
- Automatische pomp: apparaat die al dan niet bestendig, de betaling van de bevoorrading op een automatische manier toelaat.
- Snelladers: elke laadpaal voor elektrische voertuigen met een oplaadcapaciteit van meer dan 22 kW.
- Buiten de openbare weg: gelegen op voor het publiek toegankelijke privéterreinen, zoals bedrijfsparkings of supermarkten.

Artikel 3

Voor de geldigheidsduur van dit reglement wordt het bedrag van de belasting per brandstofpistool of oplaadpunt vastgesteld op:

- a) Beweerbare pomp: 170,00 EUR.
- b) Met de hand verrichte vaste pomp: 700,00 EUR
- c) Automatische vaste pomp: 2.000,00 EUR
- d) Oplaadpunt op de laadpaal: 500,00 EUR

Artikel 4

§1. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het belastingjaar voor alle belastbare items die onder onderhavig reglement vallen, ongeacht de datum van het plaatsen of weghalen, tijdens het belastingjaar, van de items die onder onderhavig reglement vallen.;

§2. In afwijking hiervan wordt bij wijziging in de loop van het aanslagjaar van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het exploiteert, de belasting aangerekend aan de verschillende houders van het zakelijk recht of de verschillende natuurlijke of rechtspersonen die het exploiteren, naar evenredigheid van het aantal maanden dat zij houder van het zakelijk recht of exploitant zijn geweest.

§3. Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd.

§4. Deze toerekening van de belasting op maandbasis naar rato tussen de verschillende belastingplichtigen gebeurt niet automatisch en het is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar om de gemeente

schriftelijk op de hoogte te brengen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het goed exploiteert. Dit gebeurt binnen een termijn van vijftien dagen na de wijziging.

Artikel 5

De belasting is niet verschuldigd:

- a) Voor de pompen die niet toegankelijk zijn voor het publiek;
- b) Voor de pompen geplaatst in een privé eigendom, een garage of dergelijke inrichting en die noch zichtbaar noch aangeduid zijn van de openbare weg en die niet voor bevoorrading van voorbij rijdende voertuigen worden aangewend.
- c) Voor de pompen die de bevoorrading van de voertuigen toelaten in:
 - Natuurlijk gas
 - Biogas
 - LPG (Liquified Petroleum Gas).

Artikel 6

§1. De natuurlijke of rechtspersoon die de brandstofautomaat of de laadpaal exploiteert, is belastingplichtig.

§2. De beheerder van de vestiging, natuurlijk persoon of rechtspersoon, die over de automaten of laadpalen beschikt, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 7

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd of, op zijn minste de 30 november van het betrokken dienstjaar. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 15 januari van het jaar die volgt het belastingjaar, de voor de belastingheffing noodzakelijke gegevens. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

De belasting is ingevorderd via kohieren.

Artikel 8

De belastingplichtige is verplicht om de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, met name door alle documenten en inlichtingen te verstrekken die daartoe worden gevraagd.

Artikel 9

Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

-

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

8 **Taxes communales - Taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie - Exercices 2025 à 2030 inclus - Création.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 et 252 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relation à la mission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ; que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes physiques ou morales qui exploitent les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le conseil communal entend encourager l'initiative s'inscrivant dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'émettent ni de CO2 ni de microparticules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs partie intégrante de cette mobilité plus douce et plus partagée ; que le taux réduit auquel sont soumises ces bornes de recharge pour véhicules électriques est par conséquent raisonnablement justifié ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DÉCIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques placés sur la voirie publique.

Article 2

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voirie publique :

Voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale ;

L'ensemble des autres lieux destinés à l'usage de tous, sans restriction d'accès.

Article 3

§1. Le taux annuel de la taxe est de 125,00 ; - EUR/ par - point de recharge.

Toute borne comportant plusieurs points de charge permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de point de charge.

§2. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour l'ensemble des objets taxables visés par le présent règlement installés au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Par dérogation, en cas de changement en cours d'exercice d'imposition du titulaire de droit ou de personne physique ou morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents titulaires de droit réel ou des différentes personnes physiques ou morales exploitantes, en proportion du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel ou qu'elles auront été exploitantes.

Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

Cette mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n'est pas automatique et il appartient au redevable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition d'informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

§3. En cas de révocation de l'exploitation de placer les objets visés par le présent règlement, dans le courant de l'année, ni l'exploitant, ni le titulaire de droit réel sur ces objets ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 4

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite la borne de points de recharge pour véhicule électrique.

Article 5

§1. Peuvent être exonérés, à l'initiative et sur décision du Collège, l'ensemble des redevables dont l'activité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à préjudicier gravement à leur situation économique.

§2. L'exonération est calculée au prorata de la durée des travaux. La décision sera communiquée aux contribuables par voie écrite.

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule ou au plus tard le 30 novembre de l'exercice concerné.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10

jours ouvrables qui suivent ladite modification.

Article 7

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

Article 8

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

§1. Les contrôles, examens et contestations nécessaires quant à l'application du présent règlement sont constatés par le(s) fonctionnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 10

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur à partir de l'exercice 2026.

Gemeentebelastingen - Belasting op laadpalen voor elektrische voertuigen langs de weg - Dienstjaren 2026 tot en met 2030 - Invoering.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117, 118 en 252 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn bevoegdheid om belastingen te heffen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat het aan het gemeentebestuur is om in het kader van zijn fiscale autonomie de heffingsgrondslagen vast te stellen van de belastingen waarvan het de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waarin het meent te moeten voorzien, behoudens het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, namelijk de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; behoudens de door de wet bepaalde uitzonderingen kiest het gemeentebestuur, onder toezicht van de toezichthoudende overheid, de grondslag van de belastingen die het heft;

Overwegende dat zowel de vaststelling van het voorwerp van een belasting als de vaststelling van de personen die tot betaling van een belasting gehouden zijn, deel uitmaken van de gemeentelijke fiscale autonomie; dat de gemeente op dit gebied over discretionaire bevoegdheden beschikt, die zij uitoefent met inachtneming van haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk heeft geacht laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene nutsvoorzieningen die de gemeente moet dragen;

Overwegende dat de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert en die meer bepaald betrekking hebben op het onderhoud van de gemeentelijke wegen, voetpaden, openbare verlichting, netheid, preventie, veiligheid of zelfs de politie; dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de natuurlijke of rechtspersonen die de laadpalen voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek exploiteren; dat het bijgevolg legitiem is een deel van deze uitgaven te financieren uit de opbrengst van de belasting;

Overwegende dat de gemeenteraad niettemin van plan is dit initiatief ter vermindering van de CO2-

voetafdruk aan te moedigen; dat elektrische voertuigen die op groene energie rijden, noch CO2, noch microdeeltjes afkomstig van de brandstof uitstoten; dat laadpalen voor deze elektrische voertuigen ook integraal deel uitmaken van deze zachtere en meer gedeelde mobiliteit; dat het beperkte tarief waaraan deze laadpalen voor elektrische voertuigen onderworpen zijn, bijgevolg redelijkerwijze gerechtvaardigd is;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, voor de dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen, een belasting geheven op de snelladers voor elektrische voertuigen, die zich binnen de openbare weg.

Artikel 2

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder “openbare weg” verstaan:

- Een openbare verbindingsweg over land, ongeacht de eigendom van de grond waarop deze loopt, met daarbij ook de noodzakelijke bijgebouwen voor het onderhoud, en die beheerd wordt door de lokale overheid;
- Alle andere plaatsen die bestemd zijn om door iedereen te worden gebruikt, zonder beperking van de toegang.

Artikel 3

§1. Het jaarlijkse belastingtarief bedraagt 125,00 EUR/oplaadpunt.

Elke laadpaal met meerdere oplaadpunten voor het opladen van een elektrisch voertuig wordt geacht evenveel belastbare eenheden te omvatten als er oplaadpunten zijn.

§2. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari van het aanslagjaar voor alle onder dit reglement vallende belastbare objecten die geïnstalleerd zijn op 1 januari van het aanslagjaar.

In afwijking hiervan wordt bij wijziging in de loop van het aanslagjaar van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het exploiteert, de belasting aangerekend aan de verschillende houders van het zakelijk recht of de verschillende natuurlijke of rechtspersonen die het exploiteren, naar evenredigheid van het aantal maanden dat zij houder van het zakelijk recht of exploitant zijn geweest.

Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd.

Deze toerekening van de belasting op maandbasis naar rato tussen de verschillende belastingplichtigen gebeurt niet automatisch en het is de verantwoordelijkheid van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar om de gemeente schriftelijk op de hoogte te brengen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het goed exploiteert. Dit gebeurt binnen een termijn van vijftien dagen na de wijziging.

§3. In het geval van intrekking van het recht om de objecten die onder dit reglement vallen in de loop van het jaar te plaatsen, kan noch de exploitant, noch de houder van enig zakelijk recht op deze objecten aanspraak maken op enige vergoeding.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen exploiteert.

Artikel 5

§1. Alle belastingplichtigen wier bedrijf is gevestigd in een gebied waar werkzaamheden aan de openbare weg worden uitgevoerd waarvan de uitzonderlijke omvang ernstige gevolgen kan hebben voor hun economische situatie, kunnen op initiatief en bij besluit van het college worden vrijgesteld van de heffing.

§2. De vrijstelling wordt berekend naar rato van de duur van de werkzaamheden. De belastingplichtigen worden schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

Artikel 6

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden

teruggestuurd of, op zijn minste de 30 november van de betrokken dienstjaar. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft is gehouden er één aan te vragen vóór 15 januari van het jaar die volgt het belastingjaar, de voor de belastingheffing noodzakelijke gegevens. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Elke wijziging van de belastbare grondslag moet binnen 10 werkdagen na de wijziging aan de gemeentelijke administratie worden gemeld.

Artikel 7

De verklaring aan de Dienst Belastingen ontslaat niet van de noodzaak om toestemming te krijgen van de bevoegde autoriteit als die vereist is.

Artikel 8

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

§1. De nodige controles, onderzoeken en geschillen over de toepassing van dit reglement worden vastgesteld door de ambtenaar of ambtenaren die daartoe door het college van burgemeester en schepenen is of zijn aangesteld.

§2. De processen-verbaal die hij/zij opstelt zijn tot nader bewijs authentiek.

Artikel 10

De belasting is ingevorderd via kohieren.

Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming

van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement is van toepassing vanaf het dienstjaar 2026.

9 **Taxes communales - Taxe sur les tournages - Exercices 2026 à 2030 - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117, 118 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les tournages établi par décision du Conseil communal du 29 juin 2022 pour les exercices 2022 à 2025 inclus ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant le nombre croissant de demandes de tournages sur le territoire de la Commune ;

Considérant que les tournages sur le territoire de la Commune implique des charges supplémentaires et notamment en termes de maintenance, déviation et sécurisation des voiries, ainsi qu'un renforcement de la surveillance policière ;

Considérant qu'il convient d'assurer et de maintenir la sécurité et tranquillité publique ;

Considérant que les tournages nécessitent une occupation particulière soit de l'espace public, soit de tout ou partie d'un bâtiment public communal, soit les deux ;

Considérant que le domaine public est, par nature, affecté à l'usage de tous ;

Considérant que si un particulier ou une entreprise souhaite occuper momentanément et de manière précaire une portion de ce domaine pour des raisons légitimes ou appropriées, il lui appartient d'en demander au préalable l'autorisation à l'autorité communale compétente ;

Considérant que le droit exclusif d'occupation des lieux publics ou de bâtiments communaux procure un avantage financier ou économique certain pour son bénéficiaire ;

Considérant, en outre, que l'exercice de ce droit exclusif emporte pour la collectivité locale des frais de surveillance ou de sécurité ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation de bâtiments communaux ou du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exonération de la présente taxe en raison de l'intérêt général ;

Vu la situation financière de la Commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2030 inclus, une taxe sur les tournages dans les bâtiments publics et sur le domaine public du territoire de la commune.

Article 2

Le présent règlement s'applique aux demandes de tournages sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean nécessitant l'accès et l'occupation de bâtiments publics communaux ou du domaine public, par le biais d'une autorisation dûment délivrée aux redevables qui en font la demande.

Article 3

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- « Tournage » : Toutes prises de vue et/ou prises de son destinées, après montage, à constituer un film vidéo de l'une des catégories visées par le présent règlement.
- « Catégories de tournage » :
 1. Film de fiction ou documentaire ;
 2. Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise.
- « Bâtiment public communal » : Tout immeuble bâti de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean (édifices, bâtiments et locaux communaux, écoles communales, cimetières, musées, piscines, infrastructures sportives communales, etc) et qui est susceptible d'être utilisé pour la réalisation d'un tournage ou à des fins d'entreposage du matériel et/ou des équipes de tournage.
- « Domaine public » : Ensemble des biens affectés directement à l'usage du public ainsi que tous les biens affectés à la poursuite d'une mission de service public, notamment :
 - ü La voie publique, entendue comme toute voie ouverte à la circulation sur terre du public en général, même si cette voie est une impasse, et en ce compris les accotements, les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et les servitudes de passage ;
 - ü Les espaces verts (squares, parcs, jardins publics,...) ;
 - ü Les plaines et aires de jeu publiques.

Article 4

Excepté les hypothèses d'exonération prévues à l'article 5, toute autorisation de tournage donne lieu au paiement d'une taxe, que le tournage soit effectué dans un bâtiment public communal ou sur le domaine public de la Commune, dont les taux diffèrent en fonction de la catégorie de tournage. Ils sont fixés comme suit:

- Film de fiction : 900,00 € par jour ;
- Film publicitaire et/ou commercial – film d'entreprise : 1.800,00 € par jour.

Toute journée entamée est comptée dans son entièreté.

Article 5

Sont exonérés de la taxe, les tournages réalisés dans le cadre :

- D'un documentaire ;
- D'un travail étudiant ;
- De la réalisation d'un projet d'intérêt communal ou général ;
- D'un reportage destiné à couvrir un événement d'actualité ;
- D'une mission mandatée par la Commune.

Article 6

Le redevable de la taxe est toute personne, physique ou morale, qui entend faire un tournage dans un bâtiment public communal ou sur le domaine public et qui aura, au préalable, reçu l'autorisation de tournage dûment délivrée par l'autorité

communale.

En cas d'occupation d'un bâtiment public communal ou du domaine public pour la réalisation d'un tournage sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement le bâtiment public communal ou le domaine public de la Commune, sans préjudice de l'application d'une majoration égale à 10 % du droit initialement dû.

En ce dernier cas, la taxe et la majoration sont enrôlées simultanément et payables dans les deux mois de l'avertissement-extrait de rôle.

À défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt aux taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 7

La taxe sera établie sur base des demandes de tournages de films autorisés par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ces demandes sont réceptionnées par le service des Evènements de l'Administration et transmises au services des Taxes.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôles. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 9

La taxe est due sans que le redevable ne puisse revendiquer un quelconque droit de concession ou de servitude sur le domaine public. Il lui incombera de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité communale. À défaut pour lui de se plier à pareille injonction, l'autorité communale y fera procéder d'office aux frais du redevable.

Le retrait de l'autorisation délivrée ou la renonciation au bénéfice de celle-ci par le redevable n'entraîne pour ce dernier aucun droit à l'obtention d'une indemnité quelconque ou à la restitution du montant des taxes payées.

L'application de la taxe ou les exonérations prévues par le présent règlement sont faites sans préjudice de l'obtention des autorisations administratives ou de police requises et sous réserve du respect des droits des tiers.

Article 10

Le paiement de la taxe due en exécution du présent règlement ne dispense aucunement le redevable du paiement de toute autre taxe ou redevance communale due pour d'autres motifs, et notamment de la redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement et de dispositifs de sécurisation de voirie.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant.

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;

- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2026, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 29 juin 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de filmopnames - Dienstjaren 2026 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gezien artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gezien artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeenten het begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gezien de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gezien het aan de gemeentelijke overheid toekomt om, in het kader van haar fiscale autonomie en onder toezicht van de toezichhoudende overheid, de bestanddelen te bepalen van de belastingen die zij oplegt, namelijk de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoeften waaraan zij meent te moeten voldoen, onder het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Gezien deze belasting in de eerste plaats tot doel heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verstrekken die nodig zijn voor haar opdrachten en voor het beleid dat zij wil voeren, en tevens haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gezien het toenemende aantal verzoeken om op het grondgebied van de gemeente te mogen filmen;

Gezien het feit dat filmen op het grondgebied van de gemeente extra uitgaven met zich meebrengt, met name voor het onderhoud, de omlegging en de beveiliging van de wegen, alsmede een versterking van het politietoezicht;

Gezien de noodzaak de openbare veiligheid en rust te waarborgen en te handhaven;

Gezien het filmen een bijzonder gebruik vereist van hetzij de openbare ruimte, hetzij een deel of het geheel van een openbaar gebouw, hetzij beide;

Gezien het feit dat het publieke domein van nature is toegewezen aan het gebruik van iedereen;

Gezien het feit dat, indien een particulier of een bedrijf tijdelijk en op precaire wijze een gedeelte van dit domein wenst te bezetten om legitieme of passende redenen, het aan hen is om vooraf toestemming te vragen aan de bevoegde gemeentelijke overheid;

Gezien dat het exclusieve recht om openbare plaatsen of gemeentelijke gebouwen te gebruiken, de begunstigde ervan een zeker financieel of economisch voordeel verschaft;

Gezien de uitoefening van dit exclusieve recht bovendien voor de lokale overheid bewakings- of beveiligingskosten met zich meebrengt;

Gezien de inning van de in deze verordening bedoelde belasting een billijke verdeling van de belastingdruk tussen de verschillende belastingplichtigen waarborgt naar gelang van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde gebruikmaking van de gemeentelijke gebouwen of het openbaar domein;

Gezien het evenwel aangewezen is te voorzien in mogelijkheden van vrijstelling van de huidige belasting wegens het algemeen belang; Gezien de financiële situatie van de gemeente en de noodzaak om een begrotingsevenwicht te waarborgen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Voor de dienstjaren 2026 tot en met 2030 wordt ten bate van de gemeente een belasting ingesteld op het filmen in openbare gebouwen en op het openbaar domein in de gemeente.

Artikel 2

Dit reglement is van toepassing op aanvragen voor filmen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek die de toegang tot en het gebruik van openbare gebouwen of het openbaar domein vereisen, door middel van een vergunning die

naar behoren wordt afgegeven aan de persoon die de aanvraag indient.

Artikel 3

Voor de toepassing van dit reglement zijn de volgende definities van toepassing:

- "Filmen": alle opnamen en/of geluidsopnamen die, na montage, bestemd zijn om een videofilm te vormen in een van de categorieën die in dit reglement worden genoemd.

- "Categorieën van filmen"
 1. Fictiefilm of documentaire;
 2. Reclame- of commerciële film – film voor een onderneming.

- "Gemeentelijk openbaar gebouw": elk gebouw dat toebehoort aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek (gebouwen, gemeentelijke gebouwen en lokalen, gemeentelijke scholen, begraafplaatsen, musea, zwembaden, gemeentelijke sportinfrastructuur, ...) en dat gebruikt kan worden voor opnames of voor de opslag van materiaal en/of filmploegen.

- "Openbaar domein": alle vastgoed dat rechtstreeks voor gebruik door het publiek is bestemd, alsmede alle vastgoed dat is bestemd voor de vervulling van een taak van openbare dienstverlening, in het bijzonder:
 - ü De openbare weg, waaronder wordt verstaan elke voor het openbaar verkeer openstaande weg op het land in het algemeen, zelfs indien deze weg doodlopend is, en met inbegrip van vluchtstroken, trottoirs, bovengrondse en ondergrondse voetgangersoversteekplaatsen, paden en rechten van doorgang;

 - ü Groene ruimten (pleinen, parken, openbare tuinen,...);

 - ü Openbare speelplaatsen en speelzones.

Artikel 4

Met uitzondering van de in artikel 5 bedoelde vrijstellingen moet voor alle verfilmingsvergunningen een belasting worden betaald, ongeacht of de opnamen worden gemaakt in een openbaar gebouw van de gemeente of op het openbaar domein van de gemeente, waarvan de tarieven verschillen naar gelang van de categorie van opnamen. Voor het begrotingsjaar 2022 zijn zij als volgt vastgesteld:

- Fictiefilm : 900,00 € per dag;
- Reclame- of commerciële film – film voor een onderneming: 1.800,00 € per dag.

Elke begonnen dag wordt in zijn geheel geteld.

Artikel 5

Van de belasting zijn vrijgesteld: filmen in het kader van:

- Documentaire;

- Studentenwerk;

- De verwezenlijking van een project van gemeentelijk of algemeen belang;

- Een verslag over een actuele gebeurtenis;

- Een opdracht met toelating van de Gemeente.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die voornemens is te filmen in een openbaar gebouw van de gemeente of op het openbaar domein en die van de gemeentelijke overheid een voorafgaande en naar behoren afgegeven vergunning voor het maken van opnamen heeft gekregen.

Wanneer een gemeentelijk openbaar gebouw of het openbaar domein wordt gebruikt voor het maken van opnamen zonder dat vooraf de toelating is verkregen die overeenkomstig dit reglement is vereist, is de vergoeding verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het gemeentelijk openbaar gebouw of het openbaar domein van de gemeente daadwerkelijk gebruikt, onverminderd de toepassing van een verhoging die gelijk is aan 10% van de oorspronkelijk verschuldigde vergoeding. In het laatste geval worden de belasting en de verhoging tegelijkertijd ingeschreven en zijn zij betaalbaar binnen twee

maanden na het aanslagbiljet.

Indien de belasting niet binnen de gestelde termijn wordt betaald, is rente verschuldigd tegen het voor directe belastingen geldende tarief, berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand volgende op de vervaldag.

Artikel 7

De belasting moet worden vastgesteld op basis van de door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurde verzoeken om opnames te maken. Deze verzoeken worden ontvangen door de afdeling evenementen van het Bestuur en doorgezonden naar de Taxatiedienst.

Artikel 8

De belasting wordt geïnd door middel van een rol. Het College van Burgemeester en Schepenen stelt de belastingrol op en maakt deze uitvoerbaar.

De belasting is betaalbaar binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 9

De belasting is verschuldigd zonder dat de betalingsplichtige aanspraak kan maken op enig recht van concessie of erfdiensbaarheid op het openbaar domein. Hij is verplicht het toegestane gebruik op eerste bevel van het gemeentebestuur op te heffen of te verminderen. Indien hij geen gevolg geeft aan een dergelijk bevel, laat het gemeentebestuur het ambtshalve uitvoeren op kosten van de betalingsplichtige.

De intrekking van de afgegeven vergunning of het feit dat de belastingschuldige afziet van het genot van de vergunning geeft geen recht op schadevergoeding of op terugbetaling van de betaalde heffingen.

De toepassing van de belasting of de vrijstellingen waarin deze verordening voorziet, geschiedt onverminderd het verkrijgen van de vereiste administratieve of politievergunningen en met inachtneming van de rechten van derden.

Artikel 10

De betaling van de overeenkomstig dit reglement verschuldigde belasting ontslaat de belastingschuldige geenszins van de betaling van enige andere gemeentelijke belasting of retributie die uit anderen hoofde verschuldigd is, en met name van de retributie voor de levering en plaatsing van parkeerverbodsborden en verkeersveiligheidsvoorzieningen.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2026, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 29 juni 2022.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

10 Finances - Budget communal de l'exercice 2026.

LE CONSEIL,

Vu le Règlement Général de la Comptabilité Communale, notamment ses articles 8 à 14;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Vu les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2026 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16.06.2026 ;

DECIDE :

Article unique :

D'arrêter les prévisions de recettes et de dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2026.

Le budget communal, ainsi que les annexes obligatoires, sera transmis aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale, après publication de celui-ci pendant le délai légal de 10 jours.

Financiën - Gemeentelijke begroting van het dienstjaar 2026.

DE RAAD,

Gezien het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, vooral artikelen 8 tot 14 ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Gezien de ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2026 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 16.06.2026;

BESLUIT:

Enig artikel:

De ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten van de gemeentebegroting 2026.

De gemeentebegroting en de driejaarlijksplan, alsook de verplichte bijlagen, zal worden opgestuurd aan de diensten Toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na publicatie gedurende de wettelijke termijn van 10 dagen.

29 annexes / 29 bijlagen

Budget 2026 - Rapport visé à l'art 12 du RGCC - 16.06.26 FR.pdf, B2026 - BG - Functioneel - NL.pdf, B2026 - O - Fonctionnel - FR.pdf, B2026 - EO - FR.pdf, Verslag over de synergieën en schaalvoordelen 2026 NL_editoria.pdf, B2026 - EO - Fonctionnel - FR.pdf, DIDU - Budget 2026 Extraordinaire - DEF.pdf, B2026 - G - Eco - NL.pdf, Begroting 2026 - Verslag bedoeld in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet - NL - 16.06.26.pdf, B2026 - O - FR.pdf, BEGROTING 2026 – Verslag bedoeld in artikel 12 van het K.B. - 16.06.26 NL.pdf, B2026 - BG - Samenvattingstabel - NL.pdf, B2026 - BG - NL.pdf, FdR PR&C - 15.06.26.pdf, B2026 - Samenvattingstabel - G - NL.pdf, B2026 - G - NL.pdf, B2026 - G - Functioneel - NL.pdf, FdR O - 15.06.26.pdf, 2026 06 15 Comité de concertation_editoria.pdf, B2026 - O - Eco - FR.pdf, Budget 2026 - Rapport chiffré visé à l'article 96 de la NLC.pdf, Annexe B1-B2.xlsx, B2026 - Tableau récapitulatif -O - FR.pdf, Rapport relatif aux

11 Finances - Informatique - Marché public de 4 ans licences MS365 et Licences Team Voice.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 26 octobre 2022 d'adhérer à la centrale d'achat du C.I.R.B. ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 juillet 2025 relative à la prolongation de nos licences MS365 sous un contrat de 4 ans via le catalogue PARADIGM (anciennement C.I.R.B.) ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 septembre 2025 relative à l'ajout de 600 licences Teams Voice dans le contrat de MS365 pour 4 ans ;
Vu sa décision du 27 juin 2025 approuvant le Budget communal 2025 et le Plan triennal 2025-2027, notamment le programme extraordinaire et son mode de financement ;
Considérant que ces marchés pour 4 ans contribuent à améliorer durablement l'infrastructure numérique communale, et à renforcer la sécurité et garantit la continuité des services ;
Considérant qu'il s'agit d'une modernisation structurelle du système d'information communal ;
Considérant que la dépense s'apparente à un investissement logiciel, comparable à un logiciel métier ou d'un système de gestion ;

DECIDE:

Article unique :

De confirmer l'approbation du mode de financement des marchés par emprunt à l'article 1390/123-13 du service extraordinaire du budget 2025 :

- De 781.085,25 € TVAC pour les licences MS365 ;
- De 194.974,56 € TVAC pour l'ajout des 600 licences Team Voice.

Financiën - Informatica - Overheidsopdracht voor vierjarige licenties voor MS365 en Team Voice.

DE RAAD,

Gezien zijn besluit van 26 oktober 2022 om toe te treden tot de inkoopcentrale van het C.I.R.B. ;
Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 juli 2025 betreffende de verlenging van onze MS365-licenties in het kader van een contract van 4 jaar via de PARADIGM-catalogus (voorheen C.I.R.B.) ;
Gezien het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2025 betreffende de toevoeging van 600 Teams Voice-licenties aan het MS365-contract voor 4 jaar ;
Gezien zijn besluit van 27 juni 2025 tot goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2025 en het driejarenplan 2025-2027, met name het buitengewone programma en de wijze van financiering daarvan ;
Overwegende dat deze contracten voor 4 jaar bijdragen tot een duurzame verbetering van de gemeentelijke digitale infrastructuur, de veiligheid versterken en de continuïteit van de diensten waarborgen ;
Overwegende dat het gaat om een structurele modernisering van het gemeentelijk informatiesysteem ;
Overwegende dat de uitgave neerkomt op een investering in software, vergelijkbaar met bedrijfssoftware of een beheerssysteem ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De goedkeuring te bevestigen van de financieringswijze van de contracten door middel van een lening in artikel 1390/123-13 van de buitengewone rekening van de begroting 2025:

- Van € 781.085,25 incl. btw voor de MS365-licenties ;

- Van € 194.974,56 incl. btw voor de toevoeging van 600 Team Voice-licenties.

12 Enseignement francophone - Approbation du projet d'école - Ecole 13.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée. Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire 9541 du 4 juillet 2025 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2025-2026 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que *« dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;*

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'école a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n°13 en sa séance du 18 février 2025 une première fois et que sa mise à jour a été validée lors du Conseil de Participation de juin 2026.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'école de l'Ecole fondamentale francophone n°13 – *L'Ecole Qui Bouge*, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 18 février 2025 et de juin 2026 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'école à la présente.

Franstalig onderwijs - Goedkeuring van de schoolprojecten nr. 13.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren die nodig zijn om deze te verwezenlijken;

Gelet op het opvoedkundig en pedagogisch project van het Inrichtend Bestuur van Sint-Jans-Molenbeek; Overwegende dat artikel 67, §1 van voormeld Decreet van 24 juli 1997 bepaalt dat: "Het schoolproject bepaalt het geheel van pedagogische keuzes en bijzondere concrete acties die het onderwijsteam van de instelling wenst uit te voeren in samenwerking met alle actoren en partners bedoeld in artikel 69, §2, om de opvoedkundige en pedagogische projecten van het inrichtend bestuur te verwezenlijken. Het schoolproject wordt uitgewerkt rekening houdend met: 1° de leerlingen die in de instelling zijn ingeschreven, hun culturele en sociale kenmerken, hun behoeften en hun mogelijkheden in het proces van het verwerven van competenties en kennis; 2° de verwachtingen van de leerlingen en hun ouders inzake beroepsprojecten en verdere studies; 3° de sociale, culturele en economische omgeving van de school; 4° de natuurlijke omgeving, de wijk, de stad of het dorp waarin de school gevestigd is. Wanneer het gaat om een instelling voor gewoon onderwijs, bepaalt het schoolproject de pedagogische keuzes en de prioritaire acties die worden uitgevoerd om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen, na voorafgaand overleg met het basisoverlegcomité voor de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de lokale paritaire commissie voor de officiële onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de lokale overleginstanties, of bij gebrek daaraan de vakbondsafvaardigingen voor de vrije onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Het schoolproject is een instrument om de algemene en bijzondere doelstellingen van het decreet evenals de vereiste competenties en kennis te bereiken. In het basisonderwijs bepaalt het schoolproject de wijze waarop de communicatie wordt bevorderd tussen de leerling, de personen belast met het ouderlijk gezag of die juridisch of feitelijk de voogdij uitoefenen over de minderjarige die aan de leerplicht onderworpen is, en het onderwijzend personeel, het opvoedkundig hulppersoneel en het psychologisch, sociaal en paramedisch personeel. [...]";

Gelet op omzendbrief 9541 van 4 juli 2025 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs voor het schooljaar 2025-2026;

Overwegende dat de voormelde omzendbrief bepaalt dat "met inachtneming van de doelstellingen van het Missiedecreet, elk inrichtend bestuur zijn opvoedkundig project en pedagogisch project bepaalt. Elke school werkt op haar beurt haar schoolproject uit"; Overwegende dat dit nieuwe project het resultaat is van een participatieve aanpak waarbij de verschillende betrokkenen van de school werden betrokken;

Overwegende dat het nieuwe schoolproject een eerste keer werd goedgekeurd door de Participatieraad van school nr. 13 tijdens de zitting van 18 februari 2025 en dat de actualisering ervan werd gevalideerd tijdens de Participatieraad van juni 2026.

BESLIST:

Artikel 1:

Het nieuwe schoolproject van de Franstalige basisschool nr. 13 – L'Ecole Qui Bouge, goedgekeurd door de Participatieraad van de school tijdens de zitting van 18 februari 2025 en juni 2026, goed te keuren;

Artikel 2:

Een exemplaar van dit schoolproject als bijlage bij deze beslissing te voegen.

1 annexe / 1 bijlage

KM_360i20011507400.pdf

13 **Enseignement francophone - Modification du R.O.I. des écoles et du règlement de travail cadre de l'enseignement fondamental ordinaire - Adaptation de l'horaire hebdomadaire.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Considérant que la Fédération Wallonie-Bruxelles compte rendre obligatoire l'ajout d'une 29^e période dans l'horaire hebdomadaire des élèves (horaire de 28 périodes actuellement) ;

Considérant que l'intégration de cette 29^e période devait être rendue obligatoire il y a 2 années

scolaires déjà, mais le pouvoir subsidiant a postposé cette mise en application ;
Considérant que la mise en application de cette 29^e période est prévue pour la rentrée 2027-2028 ;
Considérant toutefois que le groupe de travail a mis en évidence d'autres éléments de l'horaire qui devaient être modifiés ;
Considérant que le groupe de travail est constitué d'un membre de la Cellule Pédagogique, d'un membre de l'Instruction Publique et d'une délégation de directions (maternelles et primaires) ;
Considérant donc que le nouvel horaire ne porte que sur ces « autres » adaptations et n'intègre donc pas encore la 29^e période, celle-ci n'étant pas encore obligatoire par la FWB ;
Considérant que le projet de nouvel horaire :
a été validé à l'unanimité par les directions, en ayant consulté parallèlement leurs équipes ;
a été validé par la CoPaLoc, en séance du 18 mai 2026 et par échanges de mails ;
Considérant que les 3 syndicats-enseignement ont également sondé leurs affiliés ;
Considérant que l'horaire actuel et le futur nouvel horaire sont repris en pièces jointes ;
Considérant que les principales modifications portent sur :
un début de journée décalé de 10 minutes ;
le retrait du temps de récréation de l'après-midi, qui n'est appliqué nulle part.
Considérant que l'approbation de ce nouvel horaire doit impérativement avoir lieu lors du Conseil du mois de juin 2026, afin de pouvoir être d'application dès la rentrée 2026-2027 ;
Considérant qu'une fois le nouvel horaire validé, une communication sera faite aux parents et aux membres du personnel, avant la fin de l'année scolaire en cours, afin que les parents et les membres du personnel soient avertis des modifications.

DECIDE

Article unique

De valider le nouvel horaire hebdomadaire, dont les documents sont repris en pièces jointes.

Franstalige onderwijs - Wijziging van het schoolreglement (R.O.I.) van de scholen en van het kaderarbeidsreglement van het gewoon basisonderwijs - Aanpassing van het wekelijkse uurrooster.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze te verwezenlijken;

Overwegende dat de Federatie Wallonië-Brussel de toevoeging van een 29ste lesuur in het wekelijkse uurrooster van de leerlingen verplicht wil maken (momenteel bedraagt het uurrooster 28 lesuren);

Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur reeds twee schooljaren geleden verplicht had moeten worden, maar dat de subsidiërende overheid de toepassing ervan heeft uitgesteld;

Overwegende dat de invoering van dit 29ste lesuur voorzien is voor het schooljaar 2027-2028;

Overwegende echter dat de werkgroep andere elementen van het uurrooster heeft vastgesteld die eveneens aangepast moesten worden; Overwegende dat de werkgroep bestaat uit een lid van de Pedagogische Cel, een lid van het Openbaar Onderwijs en een delegatie van directies (kleuter- en lagere scholen);

Overwegende bijgevolg dat het nieuwe uurrooster enkel betrekking heeft op deze "andere" aanpassingen en dus nog geen rekening houdt met het 29ste lesuur, aangezien dit nog niet verplicht is opgelegd door de FWB;

Overwegende dat het ontwerp van het nieuwe uurrooster: • unaniem werd goedgekeurd door de directies, na gelijktijdig overleg met hun teams; • werd goedgekeurd door de CoPaLoc tijdens de vergadering van 18 mei 2026 en via e-mailuitwisselingen; Overwegende dat de drie onderwijsvakbonden eveneens hun leden hebben geraadpleegd;

Overwegende dat het huidige uurrooster en het toekomstige nieuwe uurrooster als bijlagen zijn opgenomen;

Overwegende dat de belangrijkste wijzigingen betrekking hebben op: • een met 10 minuten verschoven begin van de schooldag; • het schrappen van de namiddagpauze, die nergens wordt toegepast.

Overwegende dat de goedkeuring van dit nieuwe uurrooster noodzakelijkerwijs moet plaatsvinden tijdens de Raadszitting van juni 2026, zodat het vanaf de start van het schooljaar 2026-2027 van

toepassing kan zijn;

Overwegende dat, zodra het nieuwe uurrooster is goedgekeurd, vóór het einde van het lopende schooljaar een mededeling zal worden gedaan aan de ouders en de personeelsleden, zodat zij op de hoogte worden gebracht van de wijzigingen.

BESLUIT :

Enig artikel

Het nieuwe wekelijkse uurrooster goed te keuren, waarvan de documenten als bijlagen zijn opgenomen.

3 annexes / 3 bijlagen

*Horaires+actuels+28+ périodes.docx, Nouvel+horaire+
(à+intégrer+dans+le+règlement+de+travail-cadre+du+personnel+subventionné).docx,
Nouvel+horaire+2026-2027+(à+intégrer+dans+le+R.O.I.+des+écoles).docx*